

PROGRAMME COMMUNISTE

Ce qui nous distingue : La ligne du Manifeste Communiste à l'Octobre russe, à l'Internationale Communiste, à la lutte contre la dégénérescence de Moscou, au refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en contact avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et parlementariste.

N° 1

Octobre - Novembre - Décembre
1957

Publication trimestrielle — Le N° : 200 fr.

S O M M A I R E

N° 1

OCTOBRE - NOVEMBRE - DECEMBRE 1957

	<u>pages</u>
- <u>PROGRAMME COMMUNISTE</u> (présentation de la revue)	1
Les fondements du Communisme révolutionnaire dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale	
- <u>PREMISSE</u>	11
- <u>PREMIERE PARTIE</u>	15
- Parti et Etat de classe comme formes essen- tielles de la révolution communiste	
- <u>DEUXIEME PARTIE</u>	25
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti ré- volutionnaire.	
- <u>TROISIEME PARTIE</u>	49
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les "socialistes d'entreprise".	
- <u>CONCLUSION</u>	75
LES GRANDS TOURNANTS DU CAPITALISME RUSSE ...	79
EN MEMOIRE D'OTTORINO PERRONE	87

Publication trimestrielle le n° : 200 Frs
Abonnement : 1 an (4 trimestres) 700 Frs
Abonnement de soutien 1000 Frs

PROGRAMME COMMUNISTE

En donnant à la petite revue dont nous entreprenons ici la publication le titre de PROGRAMME COMMUNISTE, nous entendons affirmer en deux mots les trois thèses qui suffisent à distinguer sans équivoque possible un organe marxiste radical de toutes les publications à préoccupations politiques et à prétentions sociales qui pullulent aujourd'hui sur le fumier de la plus terrible réaction idéologique et politique qu'ait encore connue le mouvement prolétarien international.

La première est une thèse très générale qui se rattache à la conception marxiste des liens unissant théorie et intérêts de classe (et donc à la conception de la classe elle-même) et qui a inspiré l'action de MARX et d'ENGELS tant comme " hommes de science" que comme militants politiques; le combat de Lénine contre le révisionnisme et pour l'orthodoxie; enfin la lutte des communistes de l'Internationale restaurée des débuts pour la défaite totale du réformisme social-démocrate.

Cette thèse affirme que le processus de formation du prolétariat en classe révolutionnaire s'identifie historiquement avec la conquête du mouvement prolétarien par le socialisme scientifique - ou marxisme radical - et donc avec la régression de tous les autres courants, d'inspiration pré-marxiste et insurrectionnelle aussi bien que réformiste et légalitaire.

Qu'il nous suffise ici d'énoncer cette thèse dont la démonstration et la défense revient à la publication elle-même ajoutant toutefois que si cette conquête s'est en effet progressivement réalisée depuis la lointaine année 1848 du MANIFESTE COMMUNISTE, cela n'a pas été de façon continue ni linéaire, non plus qu'à un même degré dans les différents pays, mais selon des avances succédant à de catastrophiques reculs dans certains d'eux, tandis que d'autres (la France par exemple) résistaient plus ou moins complètement à l'implantation d'une tradition marxiste révolutionnaire conséquente.

Cette dernière remarque concernant les reculs historiques subis par le marxisme nous amène au second point, qui a la valeur d'une appréciation historique du mouvement inspiré de Moscou et d'une délimitation politique à son égard

Ce mouvement, en France comme ailleurs, prétend précisément représenter cette victoire finale, à laquelle les marxistes ont toujours tendu, tant sur les idéologies désuètes de l'anarcho-syndicalisme (qui a longtemps constitué ici le courant dominant) que sur le réformisme socialiste. Nous rejetons totalement cette prétention du communisme officiel des Cachin, des Thorez et Cie.

Sans doute revendiquons-nous la fondation de la III^{ème} Internationale en 1919 comme un phénomène authentiquement révolutionnaire, et c'est pour nous une des preuves du rôle de traitres de ces gens que d'avoir contribué à la liquider. Mais nous devons remarquer deux choses : tout d'abord, cette fondation a en quelque sorte précédé dans bien des pays mais tout spécialement en France, la sélection naturelle de partis réellement marxistes qui ailleurs a couronné la lutte de fractions révolutionnaires théoriquement solides et dotées d'expérience pratique. Ensuite, et c'est là l'essentiel, cette sélection qui AURAIT pu s'opérer par la suite grâce à l'élimination des influences négatives persistantes du mouvement d'avant 1914, non seulement a été stoppée, mais s'est transformée en une régression même par rapport aux positions atteintes lors de la fondation des partis communistes. Le phénomène eût été de toutes façons négatif : ce qui lui a prêté un caractère directement catastrophique est qu'il n'est pas parti du côté dont on le redoutait (à juste titre d'ailleurs) c'est à dire du côté de la social-démocratie, mais du centre même de la glorieuse révolution d'Octobre 1917 - que nous n'en revendiquons pas moins pleinement - du côté de la direction de la nouvelle Internationale, du côté de MOSCOU.

Prise dans les tenailles de l'isolement et trop confiante dans sa propre invulnérabilité aux influences dissolvantes de l'opportunisme, c'est en effet Moscou elle-même qui, en dépit de la résistance de trop rares marxistes occidentaux (parmi lesquels on chercherait vainement un seul français!) initia le recul sur les méthodes rigoureuses appliquées par le bolchevisme au cours de toute sa préparation historique de l'Octobre rouge, et ceci en proposant une tactique de conquête des masses et des buts partiels propres uniquement à altérer les principes du mouvement, puis en re-

courant à des manoeuvres de plus en plus désorientantes pour la masse des militants, jusqu'à ne plus pouvoir contenir les réactions provoquées que par la terreur idéologique, destructrice de leur préparation révolutionnaire - en attendant celle physique, destructrice de leurs vies.

Cette orientation, qui fut très tôt dénoncée par d'infimes minorités hors de France ne se rencontrait que trop bien avec la persistance de l'opportunisme d'avant-guerre dans le mouvement communiste lui-même. Il faut même reconnaître que sans ce phénomène, qui marquait le retard de la prétendue avant-garde sur l' "ère des guerres et des révolutions " ouverte par le conflit impérialiste de 1914, elle n'aurait pas pu l'emporter internationalement, victoire qui livra la généreuse mais confuse Opposition russe aux coups de ses bourreaux. Quoi qu'il en soit, cette orientation faisait surgir la menace d'une conjugaison extrêmement périlleuse pour l'avenir révolutionnaire du prolétariat entre l'ancien opportunisme et le nouveau, né de la pression des intérêts sociaux généraux réels qui, en Russie, poussaient à une industrialisation nécessairement de type capitaliste, même si l'agent historique ne devait plus en être une classe de bourgeois.

Le point culminant de cette menace fut atteint précisément lorsqu'à l'échelle internationale les parties communistes se virent sommés de se désolidariser de Léon Trotsky, fondateur de l'Armée Rouge, mais aussi théoricien et militant marxiste éminent, qui combattait de toute son énergie de bolchevik la thèse selon laquelle la guerre civile victorieusement terminée, on pouvait passer en Russie à l'édification du socialisme, indépendamment de la révolution internationale ou même seulement européenne.

La lutte décisive qui se déroula alors au sein du mouvement communiste international dans les années 26 - 28 ayant été perdue par l'aile prolétarienne, le cycle opportuniste devait se conclure une nouvelle fois comme il s'est toujours conclu dans l'histoire : par la destruction complète du programme communiste, non plus seulement - comme dans une première phase - en ce qui regarde le choix des moyens de lutte, mais jusque dans la formulation politique des BUTS, jusque dans la définition scientifique des phases de la transformation révolutionnaire de l'économie et de la société.

Presqu'arrivé au terme de ce cycle honteux de régression avec le XX^{me} congrès du P.C.R. de 1956 (le Congrès des " voies nationales et parlementaires au socialisme", qui par ailleurs n'a en rien renoncé à la définition stalinienne du socialisme... comme économie marchande!) le communisme officiel apparaît comme un mouvement SANS DOCTRINE et SANS PROGRAMME parce qu'il a progressivement remplacé la doctrine et le programme originels par un ramassis de superstitions sociales, d'hérésies économiques et de reniements politiques encore moins susceptibles de résister à une confrontation avec le marxisme dont il se réclame impudemment que le vieux révisionnisme écrasé par Lénine, fondateur de l'Internationale Communiste. Non seulement ce courant n'a rien à voir avec le socialisme scientifique et la lutte révolutionnaire mais il a répondu, pour notre époque, à la principale exigence de la conservation capitaliste : empêcher la constitution du prolétariat en parti, et ceci sous la seule forme aujourd'hui possible : en vidant le parti constitué de tout contenu prolétarien.

Si, se libérant des préoccupations platement " immédiates" électorales ou autres, qui les dominent comme c'est toujours le cas dans les phases de réaction, les militants de ce mouvement mastodontique qui pèse depuis trente ans sur le sort du prolétariat exigeaient de lui de définir clairement par-dessus les formulations contradictoires et incohérentes des congrès, des meetings et de la presse, les BUTS DE CLASSE qu'il poursuit, c'est à dire le type historique de société pour lequel il lutte, c'est l'abîme promis par le cours révolutionnaire aux partis renégats qui s'ouvriraient sous les pieds de l'ignare et effrontée bureaucratie "communiste". Aussi une des nécessités infâmes auxquelles elle répond est-elle précisément d'empêcher que cette salutaire exigence de clarification n'apparaisse chez les prolétaires qu'elle contrôle - ou qui commencent à lui échapper. Les méthodes par lesquelles elle y parvient sont celles, tristement classiques, de tous les révisionnismes : en jetant le discrédit sur le "dogmatisme", en opposant à la théorie abstraite " l'action vivante et constructive" qui finalement se réduit aux rites dégoûtants de la vie démocratique en Occident, et à l'Est, au développement accéléré du capitalisme sous la poigne de fer de l'Etat.

Notre troisième point dans l'exposé des raisons qui nous ont fait placer notre modeste revue sous le drapeau

du PROGRAMME COMMUNISTE dérive de façon nécessaire des deux précédents .

Si le "communisme" officiel d'aujourd'hui n'est rien d'autre que la misérable ruine laissée derrière elle par la seconde attaque de la maladie opportuniste, qu'un second révisionnisme qui du mouvement originel n'a rien laissé debout: ni principes tactiques, ni buts politiques révolutionnaires, ni - à plus forte raison - science marxiste; si le marxisme lui-même n'est pas UNE théorie, UN programme parmi d'autres, mais LA théorie, LE programme de classe du prolétariat, la voie de la renaissance d'une pensée et d'une organisation politique révolutionnaires ne peut être autre que celle de la RECONSTRUCTION de cette théorie et de ce programme.

Ce que nous proposons, c'est donc le RETOUR à des principes vieux de plus de cent ans, aux principes du Manifeste Communiste et de l'Internationale de Lénine - bref à ce que les prétentieux inconscients, auxquels l'entreprise de " rénover ou corriger le marxisme" ne fait pas peur, appelleront avec un dédain risible le DOGME.

En quoi consiste ce RETOUR AU DOGME que nous ne craignons pas de revendiquer, on peut le définir en quelques mots : retour à l'INTERNATIONALISME contre la dégénérescence patriotique; retour à la LUTTE DE CLASSE, contre la dégénérescence parlementaire, retour à la DICTATURE DU PROLETARIAT, contre la dégénérescence démo-populaire; et enfin, contre la dégénérescence "émulative", retour au grand but de la TRANSFORMATION COMMUNISTE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE, telle qu'elle a été définie dans ses différentes phases par le socialisme scientifique et qui aboutit finalement à la société sans classe et sans Etat.

En dehors des grandes prisons que sont les partis de masse, sans doute les groupes et groupuscules se réclamant plus ou moins nettement de ces grandes positions ne manquent-ils pas. Ce qui manque, ce sont les garanties de leur capacité à lutter réellement pour les buts qu'ils affirment verbalement (mais qu'ils formulent rarement de façon correcte) et, quand le prolétariat sortira enfin de la prostration dans laquelle trente ans de trahisons l'ont plongé, à organiser ses fractions les plus décidées sur un véritable PROGRAMME COMMUNISTE.

Les premières de ces garanties concernent évidemment les positions fondamentales à restaurer elles-mêmes. Nous les énonçons succinctement : rejet de toute hésitation sur le

postulat-clef du marxisme : LA REPRISE DE LA LUTTE POUR LA DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS ET, APRES LA PRISE DU POUVOIR POUR L'INSTAURATION DU COMMUNISME SERA UNE LUTTE DE PARTI, DU PARTI INTERNATIONAL DU PROLETARIAT; en d'autres termes, aucune AUTRE organisation de la classe ouvrière (syndicat conseil d'usine et même soviet) ne peut par ses propres forces rejoindre ces buts. Rejet de toute tentative de REVISER ou de soi-disant COMPLETER la définition marxiste de la transformation socialiste comme TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION DES MARCHANDISES EN PRODUCTION EFFECTUEE PAR LA SOCIETE ET POUR LA SOCIETE, cette tentative aboutissant toujours à retourner à des définitions pré-marxistes, MERCANTILES, du socialisme et donc à enfermer le mouvement dans un cadre essentiellement BOURGEOIS (critique de Marx à Proudhon).

Si les "opposants" aux grands partis officiels font la plus grande confusion sur ces questions de la LUTTE DE CLASSE, de la DICTATURE DU PROLETARIAT et de la TRANSFORMATION SOCIALISTE (sans parler de l'internationalisme qui, aussi bien chez les anarchistes que chez les trotskystes, est malheureusement soumis à éclipses) ils sont aussi enclins à des méthodes opportunistes en ce qui concerne la SELECTION des forces du futur parti révolutionnaire. Ici nos garanties résident dans la règle appliquée par Marx, Engels et Lénine dans toute leur action politique : PAS DE MARCHANDAGE DE PRINCIPES ! L'union de groupes d'inspirations disparates dans la même "organisation" (il vaudrait mieux dire "désorganisation") sous le prétexte d'augmenter les effectifs numériques est un procédé fallacieux qui se paie par l'altération de la doctrine et la confusion, comme d'innombrables expériences à grande ou petite échelle l'ont démontré. Aussi rejetons-nous totalement ce procédé. De même, forts non seulement de l'expérience négative de la II^{me} Internationale, mais de celle plus récente de l'I.C. rejetons-nous la méthode des accords, des blocs, des fronts et des alliances avec de prétendus partis de gauche, qui, au lieu de porter les prolétaires qui appuient ces derniers sur le terrain révolutionnaire n'ont jamais eu pour résultat que de faire glisser l'organisation prolétarienne sur le terrain ennemi.

Pour la renaissance de l'organisation nationale et internationale de la classe ouvrière, nous ne comptons sur aucune de ces ruses misérables avec l'histoire dont l'opportunisme est coutumier et qui finissent toujours par se re-

tourner contre le prolétariat et sa préparation révolutionnaire. Nous comptons uniquement sur un labeur et une lutte acharnés pour la restauration du marxisme originel, sur la propagande des positions de classe parmi les ouvriers avancés et surtout sur la reprise de la lutte révolutionnaire des masses qui ne peut, nous en avons la certitude doctrinale, manquer de se produire - à plus ou moins longue échéance historique - parce que le capitalisme court au seul résultat réel - et révolutionnaire - de son orgie, super-productive d'après-guerre : la "catastrophe".

ooooo

ooo

o

Nous ne nous illusionnons certes pas sur les obstacles qui jalonnent la route vers cette reprise encore lointaine et que certains ont menteusement identifiée dans les remous anti-totalitaires de l'Est.

Le bilan le plus clair du "communisme" officiel, c'est en effet l'ignoble paix de classe dont douze ans après la fin du SECOND conflit impérialiste et en dépit des guerres coloniales le capitalisme jouit encore.

C'est une dure pente à remonter, et il faut reconnaître qu'en France un groupe marxiste orthodoxe n'a pas de tradition directe à revendiquer dans le pays. Il lui faudrait remonter pour cela au guesdisme des dernières décades du XIX^{me} siècle; mais on sait que celui-ci a fait une faillite complète devant l'épreuve de la première guerre impérialiste après une longue dégénérescence REFORMISTE.

C'est d'ailleurs ce qui explique que le parti communiste français ait été dès le début un des plus mauvais de l'Internationale: la scission, très à droite puisqu'elle englobait des social-patriotes du genre Cachin et Frossart, avait été beaucoup plus un reflet des événements russes que l'expression de la maturation d'un courant révolutionnaire intransigeant dans le prolétariat. De ce parti où se retrouvaient à la fois la vieille tradition réformiste d'avant-guerre et celle de l'anarcho-syndicalisme, aucune fraction marxiste n'eut le temps de se dégager pour affronter la crise opportuniste qui, en quelques années, devait emporter le mouvement international de l'I.C. Sans doute les réactions

au cours stalinien ne manquèrent-elles pas : mais qu'elles aient été marquées au sceau du vieil anarcho-syndicalisme français à peine frotté de marxisme ou qu'elles se soient placées sous l'autorité de Trotsky (deux choses qui se sont vérifiées chez Rosmer, un des fondateur du Parti en France) elles ne parvinrent jamais à donner naissance à une position critique et programmatique d'ensemble, non plus qu'à une organisation capable de traverser - avec constance les noires années de la réaction stalinienne et post-stalinienne. Sans doute en aucun pays n'y eut-il une telle floraison de groupes et sous-groupes d'opposition qu'en France depuis la terrible crise de 1927, ni autant de débats désordonnés dans l'atmosphère empuantie d'une démocratie que la bourgeoisie française n'eut pas la peine de mettre au rencart pour anéantir le prolétariat, parce que celui-ci ne la menaçait pas aussi dangereusement que c'était le cas en Italie ou en Allemagne. Mais sans doute n'y eut-il jamais non plus preuve plus cruelle du fait que maturation révolutionnaire et révolution n'ont rien à faire avec suffrage universel et liberté de la presse : car tout l'habileté tactique des trotskystes (qui eurent un certain renom entre les deux guerres et immédiatement après) ne put empêcher qu'au lendemain du conflit impérialiste la jeunesse intellectuelle se tournât plutôt vers le stalinisme ou l'existentialisme que vers le marxisme radical et que le prolétariat ne subît jusqu'au bout - et en particulier dans les expéditions asiatiques et africaines de sa bourgeoisie - les conséquences de la renonciation à son indépendance de classe face à la guerre impérialiste. Douze ans après une "libération" mensongère, il est bien clair que tous les efforts des militants des groupes d'opposition d'avant-guerre se sont dépensés en pure perte, et que rien n'est resté des groupes qu'ils ont pendant trente ans construits et détruits, divisés et réunis avec une obstination digne d'un meilleur sort.

S'il est donc dans la dernière période historique - c'est à dire celle de la dégénérescence de l'I.C. qui en a été le phénomène dominant du point de vue révolutionnaire - une tradition dont nous puissions, pour notre part, nous réclamer ce n'est pas en France qu'on la trouvera. Cela ne saurait choquer et éloigner que les victimes de l'infatuation nationale à laquelle Monsieur Kroutchev a donné des encouragements si peu inattendus au XXme Congrès, mais cela ne nous facilite certes pas la tâche. L'ironie de l'histoire a en effet voulu que se soit un courant marxiste italien organisé dans un petit Parti Communiste Internationaliste et publiant un bi-mensuel qui porta successivement le titre de BATTAGLIA COMUNISTA, puis de PROGRAMMA COMUNISTA qui nous donnât

dans cet après-guerre la preuve que TOUT n'avait pas été détruit, du mouvement qui avait porté à la constitution de la III^{ème} Internationale. Et si nous parlons d' "ironie", c'est que nous avons déjà pu constater que dans une prétendue "avant garde" la remarque de Marx au temps de la I^{ère} Internationale que, introduisant dans l'organisation prolétarienne leur chauvinisme de "nation modèle", "... les Français détestent cordialement les Italiens", ne reste que trop valable.

Ce n'est pas ici le lieu de faire l'historique de la Gauche communiste italienne, auquel nous nous proposons d'ailleurs de consacrer une forte brochure, parce qu'il permettra d'éclairer l'histoire même de la III^{ème} Internationale sur laquelle les Partis Communistes officiels ont tout intérêt à faire la plus complète obscurité puisqu'ils l'ont détruite, et que les réviseurs de toutes eaux ignorent superbement, puisqu'ils prétendent construire de toutes nouvelles "bases de lancement". Nous nous contenterons de signaler au lecteur que ce Parti Communiste Internationaliste d'Italie que nous considérons comme une organisation-soeur a été constitué vers la fin de la guerre par le même courant qui avait fondé en Janvier 1921 la section italienne de l'Internationale Communiste et qui était connue sous le nom de "Fraction Abstentionniste". Le fait vaut d'être noté : car tandis que l'Est Européen, qui posséda pourtant des marxistes et des révolutionnaires éminents, se tait - pour des raisons faciles à comprendre -; tandis que l'Allemagne, "pays marxiste" n'a jusqu'à présent livré que les pauvres publications de groupuscules qui n'ont su tirer de la terrible expérience de Staline et d'Hitler d'autres " leçons" que le reniement du Parti de classe, de la Dictature et de l'Etat de classe et la profession de foi imbécile en un socialisme "démocratique", l'Italie est le seul pays où se vérifie une CONTINUITE physique, politique et organisationnelle de la tradition communiste authentique.

Mais si les vicissitudes de la lutte de classe peuvent bien déplacer au cours de l'histoire les foyers de la pensée et de l'organisation révolutionnaire d'un pays à un autre de même que le hasard lie un temps tout un courant politique au nom de certains hommes, le cours révolutionnaire, lui, est international, et le marxisme est le patrimoine commun de la classe ouvrière de tous les pays. Il ne faut donc pas attacher une importance excessive aux localisations ni aux personnes. Demain, après-demain, c'est dans le monde entier que les positions que nous défendons réapparaîtront, redécouvertes par des camarades inconnus d'au-delà les frontières, et peut-être d'autres générations. En attendant, il nous faut lutter pour elles avec les forces que nous avons. C'est ce que nous entendons faire dans cette modeste revue.

LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE MARXISTE
DANS LA DOCTRINE ET DANS L'HISTOIRE DE LA LUTTE PROLETARIENNE
INTERNATIONALE

PREMISSE

Plan de l'exposé

Le lecteur ne doit pas s'attendre ici à un examen systématique embrassant la totalité de la conception et du programme communistes sous l'aspect économique, historique, politique et sous celui que nous appellerons philosophique par souci de brièveté et qui constitue en quelque sorte le tissu qui les relie tous car il répond à l'originalité de notre méthode, à la façon dont seul le marxisme résoud (pour toujours selon nous) le problème des rapports entre théorie et action; économie et idéologie; causalité déterminante et dynamique de la société humaine, et ceci dans des réponses complètes et définitives données dès son apparition, qui se situe dans la première moitié du siècle dernier.

Nous nous exposerions d'ailleurs au reproche courant de faire de l'abstraction si nous voulions élucider à l'aide de formules systématiques notre conception originale de la fonction de l'individu dans la société, du rapport qui les lie l'un et l'autre à l'entité Etat et de la signification de l'entité classe dans l'établissement de cette doctrine. Nous courrions donc le risque d'être mal compris en omettant une donnée fondamentale de notre solution, à savoir que les formules permettant de résoudre des questions ne sont pas permanentes, mais varient en même temps que se succèdent les grandes époques historiques qui sont pour nous celles des différentes formes de société et des divers modes de production.

Bien que nous revendiquions la constance des solutions marxistes par dessus les tournants historiques épi-
diques, notre réexposition des fondements du communisme révolutionnaire sera donc plus particulièrement liée à la phase

malheureuse que le monde et le mouvement révolutionnaire contre le Capital traversent aujourd'hui, et ceci depuis des décades et certainement pour d'autres décades encore. Contrairement à nos adversaires qui s'efforcent de déformer notre doctrine, nous remettons à leur place exacte les pierres angulaires qu'ils tentent de détruire.

Pour cela, nous porterons notre attention sur trois groupes principaux de critiques du marxisme révolutionnaire, nous attachant surtout à celui qui prétend le plus obstinément s'appuyer sur les mêmes principes et le même mouvement que ceux que nous revendiquons.

Revue des adversaires .

Dans cette première partie de l'exposé nous diviserons les ennemis de notre position en trois groupes : ceux qui nient, ceux qui falsifient et ceux qui prétendent mettre à jour le marxisme.

Les premiers sont aujourd'hui représentés par les défenseurs déclarés du capitalisme et par ceux qui en font l'apologie comme forme définitive de la "civilisation". Nous ne leur accorderons plus trop d'attention, considérant qu'ils ont déjà été mis knock-out sous les coups de Karl Marx et nous nous en débarrasserons en même temps que des deux autres groupes. Soit dit ici entre parenthèses, nous n'aspirons pas tant ici à une victoire définitive sur le terrain polémique qu'à une claire définition de nous-mêmes et à une formulation des caractéristiques de notre critique, prenant à charge de prouver qu'elles sont de nature à ne pas changer même en plus de cent ans.

Le premier groupe, c'est à dire les négateurs du marxisme n'ont encore subi qu'une défaite doctrinale (la défaite sociale viendra plus tard); mais celle-ci est confirmée par leur passage chaque jour plus massif dans le camp de ceux qui "volent" à Marx les vérités qu'il a découvertes: convaincus de ne pouvoir les réfuter quand elles sont fermement énoncées (chose que les révolutionnaires ne craignent pas de faire pour leurs thèses classiques), ils préfèrent encore les falsifier et rallient donc le second groupe, voire (pourquoi pas?) le troisième, celui des modernisateurs.

Les falsificateurs sont ceux qui ont été historiquement désignés comme "opportunistes", révisionnistes, réformistes; ce sont ceux qui éliminèrent du complexe des théories de Marx l'attente de la catastrophe révolutionnaire

et l'usage de la violence armée, comme si cela était possible sans anéantir l'ensemble. Mais il existe une catégorie de falsificateurs en tous points semblables aux premiers (et leurs égaux dans la superstition activiste) même parmi ceux qui acceptent ostensiblement la violence et la rébellion; car il est un point sur lequel aussi bien les uns que les autres reculent, un point qui appartient exclusivement à la théorie de Marx et en constitue l'élément discriminant : la force armée dans les mains non plus de l'individu ou du groupe opprimé isolément considérés, mais dans celles de la classe victorieuse et libérée, c'est à dire la DICTATURE DE CLASSE bête noire tant des anarchistes que des sociaux-démocrates.

Aux alentours de 1917, nous avons pu nous imaginer que ce second et misérable groupe était lui aussi allé au tapis sous les coups de Lénine. Mais tout en considérant sa victoire doctrinale sur eux comme définitive, nous avons été les premiers, par la suite, à montrer que les conditions existaient pour la renaissance de cette infâme engeance que nous retrouvons aujourd'hui dans le stalinisme et dans le post-stalinisme russe tel que le XXme Congrès l'a mis en circulation.

Dans la troisième catégorie, celles de gens qui prétendent mettre à jour le marxisme, nous rangeons les groupes qui, tout en considérant le stalinisme dont nous venons de parler comme une nouvelle forme de l'opportunisme classique battu par Lénine, attribuent le terrible malheur qui est venu ainsi frapper le mouvement ouvrier révolutionnaire à des défauts et des insuffisances de la doctrine marxiste originelle et, entreprenant de la rectifier, prétendent y parvenir en se servant des données de l'évolution historique postérieure à la formation de la théorie, évolution qui, à les en croire, aurait contredit celle-ci.

En Italie, en France et dans tous les pays, il existe beaucoup de ces groupes et groupuscules où les premières réactions prolétariennes contre les terribles désillusions dues aux déformations et à la décomposition provoquées par le stalinisme se gaspillent avec des résultats désastreux. Un de ces groupes se rattache au trotskysme, mais en réalité il n'a pas compris que ce que Trotsky a toujours condamné dans Staline était la déviation par rapport à Marx, même s'il a par ailleurs abusé de jugements personnels et moraux, voie

stérile comme l'a bien démontré l'effronterie avec laquelle le XX^{me} Congrès l'a empruntée pour prostituer la tradition révolutionnaire de façon bien pire encore que Staline lui-même.

Tous ces groupes tombent en bloc dans cette autre maladie qu'est l'activisme, et l'énorme distance entre leur critique et le marxisme ne leur permet pas de comprendre que cette erreur est la même que celle des Bernsteinien allemands qui voulaient fabriquer le socialisme au sein de la démocratie parlementaire en opposant à une théorie froide à leurs yeux la pratique quotidienne de la lutte; c'est aussi la même que celle des héritiers actuels de Staline qui ont mis en pièces la position commune à Marx, Lénine et Trotsky sur le caractère international de la transformation socialiste lorsqu'ils exhibent indécemment les bras musculeux à la force desquels, bandant leur volonté de domination, ils auraient "construit" la nouvelle économie.

Staline est le père théorique de la méthode de l'enrichissement et de la mise à jour du marxisme qui à quelque moment qu'elle apparaisse équivaut à détruire la vision révolutionnaire du prolétariat mondial.

Notre position est donc dirigée en même temps contre ces trois groupes. Cependant c'est contre les déformations spécieuses et les néo-théories présomptueuses du troisième groupe qu'il est le plus important de rétablir la doctrine. Après la dévastation stalinienne, il n'est pas facile aux travailleurs de ramener ces constructions doctrinales, qu'ils connaissent mieux parce qu'elles sont contemporaines, aux vieux pièges qu'a connus l'histoire du mouvement. Contre ces pièges une seule défense; retourner intégralement aux positions du communisme du Manifeste de 1848 qui contiennent en puissance toute notre critique sociale et historique et démontrer que toute l'évolution ultérieure et les luttes sanglantes, les défaites prolétariennes qui la jalonnent depuis un siècle ne font que prouver la solidité de tout ce que certains voudraient follement abandonner.

PREMIERE PARTIE

PARTI ET ETAT DE CLASSE COMME FORMES ESSENTIELLES
DE LA REVOLUTION COMMUNISTE

La grande question du pouvoir.

En dépit des contre-mesures préventives du XXme Congrès, le nombre des critiques de la dégénérescence moscovite a été en augmentant après les événements d'Allemagne Orientale, de Pologne et de Hongrie, même dans les milieux entourant les partis communistes officiels d'Occident, et ils ont produit un matériel qui, tel celui des Sartre et Picasso, est à notre avis plus qu'équivoque et petit-bourgeois. La condamnation qu'ils ont portée n'est pas restée sans succès et peut se résumer ainsi : abus de la dictature; abus de la forme du parti politique soumis à une discipline centrale; abus du pouvoir d'Etat dans sa forme dictatoriale. Tous ces gens là cherchent le remède dans la même direction: davantage de liberté et de démocratie; le socialisme devrait être replacé dans l'atmosphère politique et idéologique de la légalité et de l'électoratisme libéraux et il faudrait renoncer à l'usage de la force d'Etat en général dans la lutte entre les diverses solutions et donc opinions politiques. Comme d'habitude, nous ne réserverons pas nos principaux coups à ceux qui disent tout cela pour défendre ouvertement le mode bourgeois de production, né dans le cadre de ce système idéologique, juridique et politique auquel ils sont si attachés, mais à ceux qui veulent greffer ce bavardage insensé sur le tronc de la doctrine marxiste.

Nous affirmons exactement le contraire. Libre de toute admiration à l'égard de la " liberté " américaine et de toute sujétion à la corruption moscovite, invulnérable au terrible virus de l'opportunisme, le mouvement révolutionnaire ne pourra resurgir autrement qu'en retournant à la plate-forme radicale du marxisme originel. Sa position sera bien nette : par son contenu, le socialisme dépasse et nie la liberté, la démocratie, le parlementarisme; il

voit dans ces concepts des moyens de défendre et de conserver le capitalisme; enfin, il démasque le mensonge et la ressource contre-révolutionnaire suprême qui consistent à exiger que l'Etat reste neutre face aux intérêts des classes et aux solutions proposées par les partis, bref face à la stupide liberté des opinions. Un tel Etat et une telle liberté ne sont que de monstrueuses inventions que l'histoire n'a jamais connues et ne connaîtra jamais.

Il est évident que telle est bien la position établie par le marxisme dès les premières années de son existence. Mais il faut encore ajouter que le concept de l'usage du pouvoir matériel contre les minorités - et même les majorités - adverses suppose l'intervention de deux formes essentielles contenues dans le schéma historique marxiste : parti et Etat.

S'il existe un "schéma historique marxiste" c'est que cette doctrine se fonde justement sur cette position qu'il est possible de tracer un schéma à l'histoire. Si l'on n'arrive pas à trouver ce qu'il est, ou si celui qui a été trouvé fait faillite, le marxisme s'effondrera et c'est le premier groupe de ses critiques - ses négateurs - qui auront eu raison. Mais même cela ne suffira peut être pas pour faire capituler le marxisme falsifié et arrangé.

Notre thèse affirme que dans le schéma marxiste Parti et Etat sont des éléments non pas accessoires mais principaux. Ceux qui voudraient soutenir que l'élément principal est au contraire la classe, tandis que le parti et l'Etat ne sont que des accessoires de son histoire et de sa lutte que le schéma permettrait de changer comme on fait des pneus ou des phares d'une auto seraient démenti de la façon la plus directe par Marx lui-même. Dans sa lettre à Weydemeyer que Lénine a citée dans l'Etat et la Révolution (dont nous reven-
diquons intégralement la doctrine historique), Marx dit en effet: ce n'est pas lui qui a découvert l'existence des classes, mais de nombreux écrivains et historiens bourgeois (en 1852). Ce n'est pas moi non plus qui ait découvert leur lutte ajoute-t-il, mais beaucoup d'autres qui n'en sont pas davantage communistes ni révolutionnaires pour autant. Le contenu de sa doctrine réside dans le concept historique de la "dictature" du prolétariat, stade nécessaire au passage du capitalisme au socialisme. Voilà ce que dit Marx, une des rares fois où il parle de lui-même.

La classe ouvrière définie statistiquement ne nous

intéresse donc pas beaucoup, et à peine plus la classe ouvrière qui se meut par groupes pour débrouiller ses divergences d'intérêts avec les autres classes (il y en a toujours plus de deux dans la société). Ce qui nous intéresse c'est la classe qui a instauré sa dictature, c'est à dire qui a conquis le pouvoir, détruit l'Etat bourgeois, instauré le sien; c'est ce que Lénine dégage magistralement de la pensée de Marx, couvrant de honte ceux qui, dans la II^e Internationale, avaient "oublié" le marxisme.

Comment un pouvoir d'Etat dictatorial et totalitaire, une machine d'Etat qui s'oppose à l'ancienne comme une armée victorieuse à celle qu'elle a vaincue peut-il s'appuyer sur une classe ? Par quel organe ? Les philistins répondent immédiatement que pour nous c'est par un homme - qui en Russie aurait été Lénine (que l'on ose associer à ce malheureux Staline que l'on brûle aujourd'hui après l'avoir adoré et qui a peut-être été assassiné hier par ses propres dévots). Notre réponse a toujours été et est plus que jamais toute autre.

L'organe de la dictature, celui qui manie l'arme constituée par l'Etat est le parti politique de la classe, le parti à qui sa doctrine et la continuité de son action au cours de l'histoire confèrent en puissance le rôle de transformation de la société propre à la classe qu'il exprime. Le Parti : nous nous limiterons à dire que la lutte et la tâche historiques de la classe ne peuvent se réaliser si elles ne sont pas confiées à ces deux formes : Etat dictatorial (c'est à dire excluant de son sein tout le temps qu'elles survivent les autres classes, désormais vaincues et soumises) et le parti politique. Dans notre langage dialectique et révolutionnaire, on ne peut commencer à parler de classe, à établir un lien dynamique entre une classe contenue dans la société actuelle et une forme future de société résultant du bouleversement de celle-ci, à prendre en considération la lutte entre la classe détenant le pouvoir d'Etat et celle qui doit le renverser et le remplacer par le sien propre qu'à partir du moment où la classe cesse d'être une froide réalité statistique qui ne dépasse pas le niveau pitoyable de la pensée bourgeoise pour se manifester dans son parti, organe sans lequel elle n'a ni vie ni force de lutte.

On ne peut donc pas séparer le parti de la classe comme l'accessoire de l'essentiel. Bien plus, quand (comme

c'est le cas des nouveaux déformateurs du marxisme) on nous propose une classe prolétarienne privée de parti, ou avec un parti stérilisé et impuissant, ou qu'on cherche à ce parti des substituts, on fait disparaître la classe elle-même, on détruit toute possibilité pour elle de lutter pour le socialisme et même pour son morceau de pain.

Une erreur démasquée depuis un siècle.

C'est leur désarroi critique qui a incité les "enrichisseurs" modernes du marxisme à faire leurs sans le savoir les insinuations bourgeoises et petites-bourgeoises apparues quand la révolution russe marchait encore sur une ligne qu'eux-mêmes considèrent comme glorieuse, quand classe, Etat, parti, homme du parti se plaçaient sur le même terrain révolutionnaire justement parce qu'il n'existait aucune sorte d'hésitations sur ces positions essentielles - et c'est le même désarroi critique, donc, qui les pousse aux énormités que nous venons de voir.

Ils ne se rendent pas compte qu'en affaiblissant la notion de parti, en lui enlevant sa fonction de premier organe de la révolution, ils déclassent le prolétariat et le livrent impuissant au joug de la classe dominante qu'il ne pourra ni abattre ni même neutraliser, même dans des domaines restreints.

Ils croient vraiment avoir amélioré le marxisme pour avoir tiré de l'histoire cette leçon banale, digne du dernier boutiquier: trop tirée la corde casse ! et ils ne s'aperçoivent pas qu'il ne s'agit pas là d'une correction mais d'un asservissement à la pensée ennemie, ou mieux du complexe d'infériorité de l'incompréhension et de l'impuissance.

La forme parti et la forme Etat apparaissent comme des points essentiels dès les premiers textes de notre doctrine et ils sont deux étapes fondamentales du développement épique contenu dans le Manifeste des Communistes. Dans le chapitre "Prolétaires et Communistes", les "moments" révolutionnaires sont au nombre de deux. Le premier a déjà été indiqué dans le chapitre précédent " Bourgeois et Prolétaires": c'est l'organisation du prolétariat en parti politique, où cette affirmation faisait suite à la formule célèbre : toute lutte de classe est une lutte politique. Ce moment est même défini de façon plus nette encore, puisque le texte dit : cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti

politique, ce qui s'accorde en plein avec notre thèse : le prolétariat est historiquement une classe quand il parvient à une lutte politique de parti.

Le second moment révolutionnaire est l'organisation du prolétariat en classe dominante : ici c'est la question du pouvoir et de l'Etat qui est soulevée. " Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante".

On trouve un peu plus loin la sèche définition de l'Etat de classe : "le prolétariat lui-même organisé comme classe dominante".

Il n'est pas nécessaire ici d'anticiper et de montrer comment une des thèses essentielles remises sur pied par Lénine : la disparition ultérieure de l'Etat, est contenue elle aussi dans ce texte fameux. La définition générale : " Le pouvoir politique est la force organisée d'une classe pour l'oppression d'une autre classe ". souligne les affirmations classiques : le pouvoir public perdra son caractère politique, les classes disparaîtront ainsi que toute domination de classe, y compris celle du prolétariat.

Donc, le parti et l'Etat se trouvent au centre de la vision marxiste : c'est à prendre ou à laisser. Chercher la classe en dehors de son parti et de son Etat est une tentative vaine; l'en priver signifie tourner le dos au communisme et à la révolution.

Les "modernisateurs" du marxisme considèrent cette tentative insensée comme une découverte originale qui daterait du second après-guerre: ils ignorent qu'elle avait déjà été faite avant le Manifeste, et repoussée dans le formidable pamphlet de Marx contre Proudhon : Misère de la Philosophie. Cette oeuvre fondamentale réfute la position (très avancée pour l'époque) que la transformation sociale et l'abolition de la propriété privée sont des conquêtes réalisables en dehors de la lutte pour le pouvoir politique. On trouve à la fin la phrase fameuse : ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique qui conduit la thèse sans équivoque que nous défendons: nous n'entendons pas par politique la lutte pacifique d'opinions, ou pire une discussion constitutionnelle, mais un "heurt corps à corps", la "révolution totale", et enfin, pour reprendre les paroles de Georges Sand: "la lutte ou la mort".

Proudhon répugne à la lutte politique parce que sa conception de la transformation sociale est incomplète, qu'elle ne contient pas le dépassement intégral des rapports capitalistes de production, qu'elle est concurrentielle, étroitement coopérativiste, qu'elle reste enfermée dans les limites bourgeoises de l'entreprise et du marché. Il s'écrie que la propriété est un vol, mais son système reste un système de propriété bourgeoise parce qu'il reste mercantile. A l'égard de la révolution économique, il a la même myopie que les "socialistes d'entreprise" modernes qui répètent sous une forme plus faible la vieille utopie d'Owen qui voulait libérer les ouvriers en leur remettant la gestion de l'usine en pleine société bourgeoise. Que ces Messieurs s'appellent les "Ordinovistes" à l'italienne ou les "Barbaristes" à la française, leur origine lointaine remonte au proudhonisme dont ils portent les uns et les autres l'estampille, et on pourrait leur lancer la même invective qu'à Staline : ô misère des "enrichisseurs"!

Résurrection et ténacité du Proudhonisme.

Le système de Proudhon exalte au maximum l'échange individuel, le marché, le libre arbitre du vendeur et de l'acheteur et il affirme qu'il suffira que la valeur d'échange de toute marchandise devienne égale à celle du travail qu'elle contient pour que soit éliminée toute iniquité sociale. Marx démontre (et la même chose sera faite contre Bakounine, Lassalle, Dühring, Sorel et les pygmées plus récents auxquels nous avons fait allusion) que ce qui se cache là-dessous est tout simplement l'apologie et la conservation de l'économie bourgeoise; il n'y a rien d'autre dans l'affirmation de Staline lorsqu'il prétend que dans une société socialiste comme le serait selon lui la société russe la loi de l'échange entre équivalents reste en vigueur.

Dès la Misère de la philosophie, en quelques lignes, Marx montre l'abîme qui existe entre ces sous-produits du système capitaliste et la vision colossale de la société communiste de demain. C'est sa réponse à la théorie proudhonienne d'une société dans laquelle le jeu illimité de la concurrence et l' "équilibre de l'offre et de la demande" font ce miracle d'assurer à tous les choses les plus utiles et de première nécessité au "coût le plus bas", éternel rêve petit-bourgeois des serviteurs du capital. Marx vide facilement ce

sophisme et le tourne en dérision en montrant qu'à suivre le même raisonnement on pourrait proposer à la gent proudhonienne d'aller se promener pour obtenir du beau temps, sous le prétexte que tout le monde va se promener quand il fait beau.

" Dans une société à venir où l'antagonisme de
" classe aurait cessé, dans laquelle il n'existerait plus
" de classes, l'usage des produits ne serait plus déter-
" miné par le minimum de temps requis pour leur production
" mais le temps de production sociale qu'on consacrerait
" aux différents objets serait déterminé par leur degré
" d'utilité sociale " (1).

Ce passage est un des joyaux que l'on peut trouver dans les écrits classiques de notre grande école et qui prouve l'insanité du lieu commun qui veut que Marx ait aimé à décrire le capitalisme dans les lois qu'il en a dégagées, mais qu'il n'ait jamais décrit la société socialiste: cela aurait été retomber dans l'utopie. Insanité qui est commune à Staline et aux anti-staliniens de série.

En effet, ce sont les Proudhon-Staline qui méritent le reproche d'utopisme, puisqu'ils veulent émanciper le prolétariat et conserver l'échange mercantile. La réforme Khrouchtchev de l'industrie russe est la dernière édition de cette tentative. L'échange individuel et libre sur lequel s'appuie la métaphysique de Proudhon s'épanouit là dans l'échange de l'usine, de l'entreprise gérée par les ouvriers, selon l'écoeuvante banalité qui voit le contenu du socialisme dans la conquête de l'entreprise par les ouvriers qui y travaillent.

Dans sa croisade en faveur de la concurrence, le vieux Proudhon est le précurseur de la superstition moderne : l' "émulation" productive. Le progrès, avaient coutume de dire les bien-pensants de jadis qui ignoraient être moins réactionnaires que les Khrouchtchev modernes, nait de la saine "émulation". Mais Proudhon identifie l'émulation productive "industrielle" avec la concurrence elle-même. Tendent à l'émulation ceux qui tendent à un même but tel que peut l'être " la femme pour l'amant " (2). Marx observe avec sarcasme :

-
- (1) - Misère de la Philosophie, page 54 (Editions sociales 1947)
(2) - Misère de la Philosophie, page 54 (Editions sociales 1947)

si l'objet immédiat de l'amant est la femme, l'objet immédiat de l'émulation industrielle devrait être le produit et non le profit. Mais comme dans le monde bourgeois (et la chose vaut encore aujourd'hui après plus de cent ans) la course est au profit, la prétendue émulation productive se résoud en une concurrence commerciale, celle-là même à laquelle aspirent américains et moscovites dans les sourires séducteurs qu'ils échangent cet été.

Proudhon apparaît comme le précurseur des récents " socialistes d'entreprise " non seulement dans sa vision tronquée de la société révolutionnaire, mais dans son rejet du parti et de l'Etat, pépinières de dirigeants, de chefs, de détenteurs du pouvoir, dont la "faiblesse humaine " rend inévitabile la transformation en un groupe de privilégiés, en une nouvelle classe (ou caste ?) dirigeante sur le dos du prolétariat.

Marx avait déjà fait rentrer dans la gorge de Proudhon ces superstitions sur la nature humaine dans une phrase aussi brève que bien frappée : Monsieur Proudhon ignore que l'histoire toute entière n'est qu'une continuelle transformation de la nature humaine. Sous cette pierre tombale écrasante peuvent dormir cent générations d'idiots anti-marxistes passés, présents et futurs.

Nous ne faisons aucune réserve, nous ne mettons aucune limite même secondaire, au plein emploi des armes du parti et de l'Etat dans la révolution ouvrière; pour liquider tout scrupule hypocrite et étayer encore notre position, nous ajouterons qu'une seule organisation est en mesure d'opposer un remède efficace et radical aux manifestations individuelles inévitables de la pathologie psychologique que prolétaires et militants communistes auront hérités non de leur nature d'homme mais de la société capitaliste et de son horrible idéologie et mythologie d'individualisme et de dignité de la personne humaine. Cette organisation c'est justement le parti politique communiste aussi bien dans l'exercice de la dictature de classe qui lui revient intégralement qu'au cours de la lutte révolutionnaire. Les autres organes qui voudraient se substituer à lui seront écartés non seulement en raison de leur impuissance révolutionnaire, mais parce qu'ils sont cent fois plus accessibles aux influences dissolvantes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. La critique de ces organismes qui ont déjà été proposés de divers côtés depuis des temps immémoriaux doit être faite sur le plan historique plus que "philosophique"; mais il est de première importance de montrer comment les arguments de leurs partisans

révèlent, si on les soumet à la critique marxiste, leur origine et leur essence bourgeoises, et même sous-bourgeoises quand il s'agit de ces faux intellectuels qui infestent la périphérie du mouvement ouvrier.

Portant organisationnellement le non-prolétaire au même niveau que le prolétaire, la forme Parti est la seule dans laquelle le premier peut rejoindre la position théorique et historique appuyée sur les intérêts révolutionnaires de la classe travailleuse, et même, après de longs tourments historiques, servir de mine révolutionnaire, et non plus de contre-mine bourgeoise introduite dans nos rangs.

La supériorité du parti réside justement en ce qu'il dépasse le labourisme et l'ouvriérisme. On entre dans le parti en fonction de sa propre position dans le corps à corps des forces historiques en lutte pour une forme sociale révolutionnaire, mais contrairement à ce que prétendent ceux qui vantent "l'ouvrier", cette position ne reproduit pas nécessairement de façon servile celle que l'on occupe par rapport au "mécanisme productif", c'est à dire à celui qui a été créé par la société bourgeoise et qui pour elle et pour sa classe dominante répondrait à des lois "physiologiques".

SECONDE PARTIE

LES ORGANISATIONS ECONOMIQUES DU PROLETARIAT NE SONT QUE DE PALES SUBSTITUTS DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Historique des systèmes.

Les déformations que le stalinisme a fait subir à la théorie économique marxiste sont un aspect de sa trahison mille fois plus grave que les "excès du pouvoir" qui, à des stades bien différents, ont scandalisé trotskystes et krouatcheviens, et que les fameux crimes dont le philistianisme mondial nous a rabattu les oreilles. A cette trahison, nous avons toujours opposé la thèse classique de Marx contre Proudhon telle qu'elle est formulée dans le Capital (livre I, ch. XXII, par. 2). "C'est pourquoi Proudhon est victime d'une grande illusion quand il s' imagine pouvoir détruire le régime du Capital en lui appliquant les "lois éternelles" de la production mercantile".

La critique des prétendus anti-staliniens et leur tentative de renouveler le programme a la prétention ridicule de désintoxiquer le parti et l'Etat, formes dont Staline aurait abusé par "appétit de pouvoir" (l'éternelle explication !). Il est important de montrer que tous ceux qui nourrissent cette préoccupation bigote (à bien gratter leur vernis, on voit qu'ils aspirent tous au rôle de chefs et sont démangés par le prurit du succès personnel) retombent dans la doctrine économique-sociale de Proudhon et dans son illusion réactionnaire; ils sont aveugles à l'opposition historique entre communisme et capitalisme qui signifie opposition du communisme et du socialisme au mercantilisme.

On a de ce fait une première preuve d'ordre historique: c'est la fin misérable qu'ont faite toutes les versions qui, à seule fin de repousser les "monstres" Parti et Etat, proposaient

diverses organisations pour encadrer la lutte prolétarienne contre le capital, et pour arriver à la formation de la société post-capitaliste.

Dans la troisième partie de cet exposé, nous traiterons de l'aspect économique et montrerons que le but, le programme que tous ces mouvements a-parti et a-étatiques se donnent sont non pas une économie socialiste et communiste, mais une illusion économique petite-bourgeoise qui les a tous enlisés dans le jeu de force des partis et des états du capitalisme moderne.

Une première thèse préjudicielle considère comme anti-marxiste au même titre toutes les tentatives fondées sur des formules ou des recettes organisatives diverses aux effets miraculeux. Celles-ci font écho aux banalités semi-séculaires des trafiquants politiques et des réformateurs qui réduisaient les événements de la lutte historique à un défilé de mannequins comme dans les présentations de mode. Dans la grande révolution française, bavardaient ces pédants, le moteur fut le club politique, et la lutte entre les girondins, les jacobins etc... a été la clef des événements. Puis cet usage passa de mode et il y eut les partis électoraux ... puis on pensa à des organismes locaux, communaux, préconisés par les anarchistes ... aujourd'hui (nous pensons à 1900) on a une dernière recette : le syndicat ouvrier de profession qui tend à supplanter toute autre organisation et s'oppose (Georges Sorel) de tout son potentiel révolutionnaire au parti et à l'Etat. Veille chanson. Aujourd'hui (1957), nous entendons vanter une autre forme " qui se suffit à elle-même " : le conseil d'usine auquel tribunistes hollandais, gramscistes italiens, titistes yougoslaves, petits groupes "gauchistes" d'épopée burlesque donnent de différentes façons la prééminence par rapport à toute autre forme.

Il suffit d'une seule thèse de Marx, Engels et Lénine pour enterrer tout ce vain bavardage : la révolution n'est pas une question de forme d'organisation. La question réelle réside dans le heurt des forces historiques, dans le programme social auquel on aboutit à la fin du long cycle historique du mode capitaliste de production. Inventer le but au lieu de le découvrir scientifiquement dans les déterminantes passées et présentes relève du vieil utopisme pré-marxiste. Massacrer le programme final pour le remplacer par une organisation qui, en l'absence de celui-ci, ne pourra plus se livrer qu'à une vaine agitation est le nouvel utopisme post-marxiste (Bernstein, chef du révisionnisme).

social-démocrate disait : la fin n'est rien, le mouvement est tout.)

Nous rappellerons brièvement la série d'organisations qui furent proposées et dont le prolétariat devait, soi-disant être le garant, mais qui firent au contraire peser sur lui après de dures défaites le joug renforcé du capital.

La superstition de la "commune" locale.

Les doctrines anarchistes expriment cette thèse que le mal est le pouvoir central et supposent que tout le problème de la libération des opprimés tient dans la suppression de ce pouvoir. La classe n'est pour l'anarchiste qu'un concept accessoire; ce qu'il veut libérer, c'est l'individu, l'homme, et en cela il fait sien le programme de la révolution libérale et bourgeoise, à laquelle tout ce qu'il reproche est d'avoir instauré une nouvelle forme de pouvoir, sans comprendre que c'était là la conséquence nécessaire du fait qu'il n'a pas eu pour contenu, pour force motrice, la libération de la personne ou du citoyen, mais la conquête par une nouvelle classe sociale de la domination des moyens de production. L'anarchie, le libertarisme (et, si l'on fait une analyse tant soit peu approfondie, le stalinisme, tel qu'il est propagé en Occident) ne sont que le libéralisme révolutionnaire bourgeois classique plus quelque chose d'autre que nous appelons autonomie locale, Etat administratif, entrée des classes travailleuses dans les organes du pouvoir constitutionnel. Avec de semblables bourdes petites-bourgeoises, le libéralisme (qui en son temps fut une chose réelle et sérieuse) devient une pure illusion castratrice de la révolution ouvrière qui malheureusement y est actuellement enfoncée jusqu'au cou.

Le marxisme est au contraire la négation dialectique du libéralisme économique; il entend non pas le conserver en partie en lui ajoutant des corrections, mais l'écraser dans les institutions qu'il a produites et qui, qu'elles soient locales, ou surtout centrales, ont un caractère de classe. Ce n'est pas par un débordement d'autonomie et d'indépendance, mais par la formation d'une force centrale de destruction dont les formes sont justement le parti et l'Etat révolutionnaires, et ne peuvent être remplacées par aucune autre, que cette tâche pourra être accomplie.

L'idée de libérer l'individu, la personne, et de les rendre autonomes se réduit à la ridicule formule du réfractaire

subjectif ignorant la société et la structure qu'elle fait peser sur lui et qu'il ne peut briser ou dans laquelle il rêve de placer une machine infernale. Tout cela aboutit à l'existentialisme contemporain, à tous égards socialement improductif.

Cette exigence petite-bourgeoise qui naît de la rage du petit producteur autonome exproprié par le grand capital et donc d'une défense de la propriété (qui pour Stirner et autres individualistes purs est "un prolongement de la personne" que l'on doit respecter) s'adapta au grand fait historique de la marche en avant des masses travailleuses dont elle reconnut au cours du temps quelques formes d'organisation. Pendant la crise de la I^o Internationale (après 1870) les anarchistes se séparèrent des marxistes en ce qu'ils n'avaient encore les organisations économiques et jusqu'aux grèves: dès cette époque Engels établit que syndicat économique et grève ne suffisent pas à résoudre la question de la révolution, mais que le parti révolutionnaire doit les appuyer dans la mesure où, comme l'indiquait déjà le Manifeste, leur valeur réside dans l'extension de l'organisation prolétarienne vers une forme unique et centrale qui est de nature politique.

Dans cette phase, les libertaires proposent une "commune" révolutionnaire locale assez mal définie puisqu'ils la représentent tantôt comme force en lutte contre le pouvoir constitué et qui affirme son autonomie en rompant tout lien avec l'Etat Central, tantôt comme forme de gestion de la nouvelle économie. Cette conception est un retour pur et simple à la première forme capitaliste des communes indépendantes de la fin du Moyen-Age en Italie et dans la Flandre Germanique où une jeune bourgeoisie luttait contre l'Empire. Comme toujours, étant donné le développement productif d'alors, c'était un fait révolutionnaire, tandis qu'aujourd'hui ce n'est qu'une répétition vide drapée dans un faux extrémisme. Au cours des cinquante ans où ils la commémorèrent, les anarchistes ont représenté la Commune de Paris de 1871 comme le modèle de ces organismes locaux alors que dans l'analyse autrement profonde et irrévocable de Marx et de Lénine, elle apparaît comme le premier et grand exemple historique de dictature du prolétariat, d'Etat Central, bien qu'encore limité territorialement, de la classe ouvrière.

Incarné dans la III^{me} République de Thiers, l'Etat capitaliste français avait quitté la capitale sur les arrières de l'armée prussienne pour abattre le Paris prolétarien. Après la

résistance désespérée de celui-ci et l'affrayant massacre qui suivit, Marx put écrire que désormais toutes les armées nationales des bourgeoisies étaient liguées contre le prolétariat.

Au lieu de rapetisser la lutte historique de l'échelle nationale à celle de la commune (surtout si l'on pense à une pauvre commune désarmée de la périphérie), le problème était de l'étendre à l'échelle internationale. Sous la II^{ème} Internationale une nouvelle version du socialisme fit son apparition, qui frappa l'esprit inquiet du Mussolini d'avant-guerre lui-même, c'était le communalisme qui voulait construire la cellule de base de la société socialiste en conquérant la commune autonome, non plus hélas, par la dynamite, comme le voulaient les anarchistes, mais au moyen des élections municipales ! Les objections d'alors seraient inutiles aujourd'hui que le développement économique, dont le marxiste sait bien qu'il était inévitable, enserré tous les organes locaux dans un réseau toujours plus inextricable de liens économiques, administratifs et politiques avec le centre: il suffit de penser combien une petite commune rebelle se couvrirait de ridicule si elle voulait construire par ses seules forces une station de télévision ne serait-ce que pour brouiller celle de son pire ennemi l'Etat Central.

L'idée d'organisations qui grouperaient les travailleurs d'une commune, ou d'une commune qui se déclarerait indépendante politiquement et autarchique économiquement est morte d'elle-même. Mais l'illusion bourgeoise de "l'autonomie" servira encore à abrutir les cerveaux et à lier les mains des militants de la classe ouvrière (1).

(1)- il est utile de prouver que les idées ici soutenues appartiennent à la tradition classique du marxisme. Nous voulons le faire en nous servant d'un passage contenu dans la lettre de Marx à Engels du 20 Juin 1866; la guerre dont il s'agit dans la lettre est la guerre entre la Prusse et l'Autriche-Hongrie; l'Italie est alliée de la première. Le passage est important à propos de l'appréciation marxiste des guerres de formation des nations européennes dont la phase n'était pas encore close alors; mais aujourd'hui, il est encore plus actuel lorsque Marx d'une façon vraiment prophétique se moque de l'idée que la société nouvelle réalisée dans une petite nation puisse jouer le rôle de modèle pour le monde entier. Ce que l'on disait alors du modèle français nous le répétons aujourd'hui pour le modèle russe.

Les autres formes d'organisation "immédiate" des travailleurs aboutissant au syndicat de profession et de métier, au syndicat d'industrie et au conseil d'usine auront une histoire plus longue et plus complexe. Dans la mesure où ces formes sont proposées en alternative au parti politique révolutionnaire, l'histoire de leurs mouvements et des doctrines qui de façon plus ou moins désordonnée s'appuyèrent sur eux, coïncide avec l'histoire de l'opportunisme de la Seconde et de la Troisième Internationale. Nous nous limiterons à de brefs rappels, bien que l'ignorance dans laquelle les masses d'Europe sont de cette histoire et des immenses sacrifices des prolétaires du continent qui la jalonnent soit un fait grave et bien qu'il faille qu'elles retrouvent un jour la capacité de tirer les leçons de ces terribles expériences.

(suite de la note de la page précédente)

" Hier il y a eu au Conseil International débat sur la guerre actuelle. La séance avait été annoncée, et la salle était bondée. Messieurs les Italiens nous avaient également envoyé de nouveaux délégués. La discussion, comme il fallait s'y attendre, se limita à la question des nationalisations et à la position que nous devons adopter vis-à-vis de cette question. Les débats furent renvoyés à mardi prochain.

" Les Français, venus en très grand nombre, donnèrent libre carrière à l'antipathie cordiale qu'ils éprouvent envers les Italiens.

" D'ailleurs les représentants (non ouvriers) de la "Jeune France" déclarèrent que toute nationalité et les nations elles-mêmes sont des préjugés surannés. C'est du Stirrnérianisme proudhonnisé. Décomposer tout en petits groupes ou communes, qui forment à leur tour une association, mais pas d'Etat. Et cette individualisation de l'humanité, ainsi que le "mutualisme" qui y correspond s'opèreront de la façon que voici : l'histoire s'arrêtera dans tous les pays et le monde entier attendra que les Français soient murs pour faire une révolution sociale. Alors ils feront les premiers l'expérience et le reste du monde, entraîné par la force de leur exemple, fera la même chose. C'est tout à fait ce que Fourier attendait de son phalanstère modèle. Au reste ce sont tous des réactionnaires qui chargent la question sociale des superstitions de l'Ancien Monde.

" Les Anglais éclatèrent de rire quand je commençai mon discours en faisant remarquer que notre ami Lafargue, etc... qui avait supprimé les nationalités, nous avait harangué en français, c'est à dire dans une langue que les 9/10 de l'auditoire n'entendaient pas. J'indiquai en même temps que, sans en douter le moins du monde, il semblait entendre par négation des nationalités leur absorption par la nation-modèle, la nation française ".

(Correspondance, Tome IX, pp. 75-76)

L'histoire du localisme et du communisme dit libertaire et anarchiste est l'histoire de l'opportunisme dans la Première Internationale elle-même dont Marx dut se débarrasser tant par la critique doctrinale que par une dure lutte d'organisation contre Bakounine et ses partisans acharnés de France, de Suisse, d'Espagne et d'Italie.

En dépit de l'expérience de la révolution russe elle-même, beaucoup de "gauchistes" et ennemis déclarés du stalinisme considèrent encore les anarchistes comme point d'appui possible. Il était donc nécessaire de rappeler que l'anarchisme fut une première forme de maladie dans le mouvement ouvrier, qu'il fut le précurseur d'autres opportunismes, y compris l'opportunisme stalinien par le fait qu'il déplaca les positions politiques et historiques sur un terrain équivoque propre à attirer aux côtés du prolétariat des couches de moyenne et même de petite bourgeoisie, ce qui a toujours été la source de toutes les erreurs et la cause de toutes les faillites : car le résultat n'a pas été que le prolétariat a conquis la direction des masses populaires mais que le mouvement d'ensemble a perdu tout caractère prolétarien et que le prolétariat a été asservi au capital.

Les marxistes ont dénoncé ce danger dès les premières années, et il est pénible d'entendre certains dire que nous avons aujourd'hui plus d'éléments pour l'affronter que Marx lui-même alors qu'ils comprennent de travers ce qui était déjà bien clair il y a un siècle. Engels avait lui aussi horreur de la version "populaire" de la révolution ouvrière, comme le démontre parmi cent autres passages, la Préface à La Lutte de Classes en France:

" Après les défaites de 1849, nous ne partagions nullement
" les illusions de la démocratie populaire groupée autour
" des gouvernements provisoires in partibus. Celle-ci
" comptait sur une victoire prochaine, décisive, une fois
" pour toutes, du "peuple" sur les "opprimeurs", nous, sur
" une longue lutte, après l'éloignement des "opprimeurs",
" entre les éléments antagoniques cachés précisément dans
" ce peuple " (1)

(1) - Engels, Préface de 1895 à la Lutte des Classes en France,
Ed. Sociales 1946, p. 11, premier paragraphe.

Pour la doctrine marxiste, les éléments pour condamner les versions "populaires" actuelles de tous les opportunistes (y compris les petits groupes "quadrifogliaires" et "barbaristes" (1) qui ont récemment dédié aux événements hongrois de longues palinodies dans lesquelles, comme toujours, ils font passer un mouvement "populaire" pour un mouvement de classe) existaient dès cette époque.

Quiconque met le "peuple" à la place de la classe, plaçant la classe prolétarienne avant et au-dessus du parti communiste, croit rendre à celle-ci un suprême hommage alors qu'en réalité il la déclasse et, la noyant dans la confusion populaire, l'immole à la contre-révolution.

Mythe du syndicat révolutionnaire

A la fin du 19^{me} siècle les partis politiques du prolétariat étaient nombreux en Europe et étaient devenus des organisations puissantes. Leur modèle était la "social-démocratie" allemande qui, après une longue lutte contre les lois exceptionnelles et anti-socialistes de Bismark avait contraint l'Etat bourgeois du Kaiser à les abolir et qui voyait augmenter ses électeurs et le nombre de ses sièges au Parlement à chaque élection. Ce parti aurait dû être le dépositaire de la tradition de Marx et d'Engels, et c'est à quoi est dû son prestige au sein de la Seconde Internationale reconstituée en 1889.

Pourtant, c'est justement au sein de ce parti que s'était développé le nouveau courant appelé révisionniste dont le premier théoricien fut Edouard Bernstein. Ce courant soutenait ouvertement que le développement de la société bourgeoise et ses nouveaux aspects à l'époque de tranquillité sociale et internationale relative qui avait succédé à la grande guerre franco-prussienne ouvraient de "nouvelles voies" au socialisme, diverses de celles que Marx avait indiquées.

Que les jeunes militants ouvriers d'aujourd'hui ne s'en étonnent pas! Les termes sont exactement les mêmes que ceux de la formule du XX^{me} Congrès russe de 1956 dont tout le monde croit pourtant qu'ils sont récents.

(1)- Quadrifoglio : organisation italienne groupant quatre tendances d'opposition. Barbaristes : existentialistes de "gauche" publiant la revue "Socialisme ou Barbarie".

Le révisionniste italien Bonomi, ex-membre du parti socialiste, expulsé en 1912, ex-ministre de la guerre sous Giolitti, et qui, à ce titre, remplit la mission de faire mitrailler, non pas les fascistes, mais les prolétaires qui combattaient contre eux, et finalement devint un des chefs de la république anti-fasciste, écrivit il y a un demi-siècle un livre intitulé " Les nouvelles voies du socialisme". Giolitti en tira cette belle phrase que les socialistes avaient mis Marx au grenier. La Gauche Communiste Internationale se relie historiquement à la fraction de gauche qui, dans ces lointaines années, lui répondit en donnant à son journal le titre de " La Soffitta" (Le grenier).

Les révisionnistes soutenaient que dans la nouvelle situation de l'Europe et du monde capitaliste, la lutte insurrectionnelle, l'emploi de la violence armée, la conquête révolutionnaire du pouvoir politique, étaient inutiles, et ils écartèrent complètement la thèse centrale de Marx : la dictature du prolétariat.

A la place de cette "vision catastrophique" ils mirent l'action légale et électorale, l'action législative et parlementaire et on alla jusqu'à voir des élus socialistes participer aux ministères bourgeois (possibilismes, millerandisme) afin de propulguer des lois favorables au prolétariat. Pourtant les congrès internationaux d'avant la première guerre mondiale avaient toujours condamné cette tactique et déjà à cette époque les collaborationnistes à la Bonomi avaient été expulsés du parti mais non les Bernstein ou, en Italie, les Turati. Une vague de défiance à l'égard de la forme du parti politique qui donnait beau jeu aux critiques anti-marxistes et anarchistes succéda à cette dégénérescence non seulement de la doctrine mais de la politique des partis socialistes, sur laquelle nous ne pouvons pas nous étendre plus longtemps ici. Dans un premier moment, seuls des courants moins importants numériquement se placèrent sur le terrain de la lutte contre le révisionnisme pour la défense de la doctrine originelle du marxisme (radicaux en Allemagne, révolutionnaires intransigeants en Italie et ailleurs "durs", "étroits", "orthodoxes" etc...)

Ces courants auxquels correspond, pour la Russie, le bolchevisme avec Plékhanov, (qui finit aussi mal que l'allemand Kautsky pendant la guerre) et Lénine ne cessèrent pas un instant de revendiquer la forme parti et (seul Lénine le fit clairement pour ce second point) la forme Etat, c'est à dire la

forme dictature. Mais pendant une dizaine d'années peut-être une autre école mena la lutte contre le révisionnisme social-démocrate. Ce fut le syndicalisme révolutionnaire, dont le chef théorique fut Georges Sorel, mais dont les origines remontent certainement plus loin. Ce courant fut fort dans les pays latins. Il lutta tout d'abord au sein des partis socialistes sous forme de fractions qui en sortirent ensuite soit en conséquence des vicissitudes de la lutte, soit par cohérence à l'égard de leur doctrine qui excluait le parti des organes de la révolution de classe.

La forme première de l'organisation prolétarienne était pour eux le syndicat économique qui devait non seulement mener la lutte de classe pour défendre les intérêts immédiats des ouvriers, mais aussi se préparer, sans se subordonner à aucun parti politique, à diriger la guerre révolutionnaire qui abattrait finalement le système capitaliste.

Les soréliens et le marxisme .

L'analyse des fondements et de l'évolution de cette doctrine telle qu'on les trouve chez Sorel et dans les différents groupes qui se sont ralliés à lui dans divers pays, nous conduirait trop loin. Ici nous nous proposons simplement d'établir un bilan historique succinct de ce courant et de traiter la perspective très discutée qu'il avait d'une société non capitaliste future.

Sorel et nombre de ses partisans, même en Italie, déclarèrent au début qu'ils étaient les véritables continuateurs de Marx contre le travestissement pacifique et évolutionniste que lui avait fait subir les révisionnistes légalitaires. Pourtant, ils furent finalement obligés d'admettre qu'ils représentaient une autre sorte de révisionnisme qui, à première vue pouvait sembler de gauche tandis que l'autre était de droite, mais qui en réalité remontait aux mêmes origines et présentait les mêmes dangers que ce dernier.

Ce que Sorel disait retenir de Marx était l'emploi de la violence et le heurt de la classe prolétarienne contre les institutions et le pouvoir bourgeois, et par dessus tout contre l'Etat. Il montrait ainsi qu'il restait fidèle à la critique de Marx selon laquelle l'Etat contemporain issu de la

révolution libérale, dans ses formes démocratiques et parlementaires, ne cesse pas d'être l'organe caractérisé de défense des intérêts de la classe dominante dont le pouvoir ne peut être abattu par les voies constitutionnelles. Les soréliens revendiquèrent l'action illégale, l'usage de la violence, la grève générale révolutionnaire, qui représentait le maximum de leur idéal, à une époque où la majorité des partis socialistes répudiaient ces mots d'ordre avec la dernière énergie.

La grève générale sorélienne dans laquelle culmine la théorie de " l'action directe " (c'est à dire sans intermédiaires légalement élus entre prolétariat et bourgeoisie) était conçue comme une grève simultanée de tous les métiers ouvriers de toutes les villes d'un Etat et même de tous les Etats, ce dont il n'y eut pas d'exemples. En réalité, l'insurrection des syndicalistes gardait la forme et les limites d'une action d'individus ou tout au plus de groupes sporadiques, et elle ne se haussait pas au niveau d'une action de classe. Cela est dû à son horreur d'une organisation politique révolutionnaire qui ne peut pas ne pas avoir aussi des formes militaires et, après la victoire, étatiques (Etat prolétarien, dictature); en effet, tout comme les bakouniniens de trente ans auparavant, les soréliens ne veulent ni parti, ni Etat, ni dictature. La grève générale nationale victorieuse coïncide (le même jour) avec l'expropriation (notion de la grève expropriatrice), et la vision sorélienne de passage d'une forme sociale à une autre est aussi nébuleuse et changeante qu'elle fut décevante et anachronique.

En 1920, alors que l'enthousiasme pour Lénine, la forme parti, la conquête centrale du pouvoir et la dictature expropriatrice était à son comble en Italie, le mot d'ordre faussement extrémiste de grève expropriatrice fut introduit dans les milieux maximalistes et ordinovistes; ce fut une des nombreuses occasions où les marxistes durent étriller impitoyablement ces Messieurs, sans craindre d'être accusés d'étouffer le mouvement des masses.

Sorel et toutes ces tendances qui étaient en substance ses épigones se plaçaient en dehors du déterminisme marxiste; le jeu des interactions entre sphère économique et politique reste pour eux lettre morte; individualistes et volontaristes, ils voient tout d'abord dans la révolution un impossible acte de conscience et seulement ensuite un acte de force. Ils ren-

versent le marxisme sur la tête, comme Lénine l'a montré dans " Que faire ? ". Considérant que la conscience et la volonté jaillissent dans le for intérieur de l'individu, ils font table rase de l'Etat bourgeois, de la division en classes et de la psychologie de classe. Ils ne comprennent pas l'alternative: dictature capitaliste ou communiste, et ils en sortent par la seule voie historique possible : en rétablissant la première. Quant à savoir s'ils le font consciemment ou non, c'est un problème qui est tout pour eux, mais qui pour nous est zéro.

Il ne nous intéresse pas de suivre plus longtemps Georges Sorel dans son évolution logique : idéalisme, spiritualisme, retour au sein de l'église catholique.

L'épreuve de la guerre mondiale.

Nous ne pouvons certainement pas faire ici une histoire critique du désastre qui frappa le mouvement socialiste en août 1914 lors de l'éclatement de la première guerre mondiale. Nous nous demanderons seulement si les partis politiques furent seuls touchés et si les organisations syndicales et les idéologues de l'école syndicaliste qui ne voulaient pas s'appeler un parti mais qui l'étaient en fait, avec une base de classe petite-bourgeoise en dépit de leur désir superstitieux de pureté ouvrière, ne firent pas eux aussi la même faillite. Ceux-ci constituaient alors, comme du reste les anarchistes l'ont toujours fait plus ou moins, des "groupes" mal définis qui se déclaraient apolitiques, anti-électoraux, anti-parlementaires, anti-parti. Nous avons des exemples tout récents montrant comment cette pudeur à l'égard du parti et de la politique révolutionnaire finit toujours par permettre à ces regroupements instables et relâchés de séjourner dans les partis opportunistes bourgeois et de faire des campagnes électorales pour de vulgaires traîtres. Autonomie avant tout ! Il est indiscutable que les plus grands partis socialistes d'Europe nous firent alors assister à une honteuse banqueroute : c'est d'ailleurs de là que partit toute la restauration du marxisme révolutionnaire réalisée au temps de Lénine. Rappelons que ce dernier resta inapprochable, même de sa compagne, pendant trois semaines, qu'il foulait aux pieds les journaux, ne pouvant croire à la nouvelle de la trahison socialiste et tournait comme un ours en cage dans sa petite chambre de Suisse. Nous ne changeons rien à ce que nous avons toujours dit et fait contre les parlementaires traîtres qui avaient voté les crédits de guerre et étaient entrés dans les

gouvernements d'union sacrée; mais en Italie, avec l'avantage de neuf mois de retard, une mêlée se déclanche pour empêcher la défection des chefs du parti à quelques jours de la mobilisation. La direction du parti tenait bon, et bien qu'en majorité réformiste et opposé à la grève générale nationale, le groupe parlementaire s'engagea à voter contre les crédits de guerre et le gouvernement, et il vota effectivement contre à l'unanimité. Ceux qui eurent la position la plus défaitiste furent les chefs de la Confédération Générale du Travail dont nous dûmes démasquer le sabotage contre la proposition de grève; ils disaient craindre qu'elle échouât en réalité et pour des motifs de patriotisme bourgeois, ils craignaient qu'elle réussit.

Mais dans tous les pays, ce furent les grandes centrales syndicales qui remorquèrent le parti politique sur la voie de l'union sacrée. Ce fut le cas en France, en Allemagne et en Autriche. En Angleterre, le monstre de tous les temps, le grand champion de l'anti-révolution : le Labour Party auquel les Trade-Unions (c'est-à-dire les syndicats économiques) sont affiliées passa unanimement du côté de la guerre, tandis que le petit parti socialiste britannique prenait une attitude d'opposition.

Les critiques soréliens du parlementarisme en avaient à juste titre dénoncé bien des hontes, mais ils n'avaient pas pensé que les députés ouvriers qui hantaient les anti-chambres de l'administration bourgeoise y étaient poussés par les organisateurs syndicaux qui voulaient pouvoir rapporter des concessions matérielles à leurs associés. La trahison ou la vilénie des chefs révolutionnaires n'est pas l'origine, mais une manifestation inséparable de l'opportunisme, dont la faillite de 1914 est l'exemple le plus classique. L'opportunisme est un fait social, un compromis entre les classes qui s'étend en profondeur, et ce serait folie de l'ignorer. Le capitalisme proposa un pacte aux ouvriers industriels exemptés du service militaire. Si en Italie le syndicat des cheminsots s'opposa à la Confédération Générale du Travail sur la question de la grève, dans laquelle ses membres risquaient pourtant de perdre leur sursis, ce fut parce qu'il avait une force politique et du fait des liens qui existaient ouvertement entre cet organisme ouvrier combattif et l'aile extrémiste du parti marxiste. Dans la crise de 1914, comme dans toutes les autres crises analogues quoique moins retentissantes, les syndicats économiques furent des boulets de plomb aux pieds des partis de classe. On en rejette généralement la faute sur les cercles dirigeants, mais il faut reconnaître que les syndiqués ne surent pas davantage éliminer ceux-ci que les militants de parti leurs chefs, ou les électeurs socialistes leurs

députés, sinon après de longues années de lutte. Les soréliens n'avaient pas prévu cet ensemble de faits évidents quand ils proposaient comme remède au révisionnisme de boycotter les partis et de se réfugier dans les syndicats ouvriers.

Ce fut encore pire en France et en Italie où certaines confédérations syndicales étaient sous l'influence du courant anarcho-syndicaliste. EN France ce dernier était même majoritaire et son secrétaire Jouhaux, sorélien jusqu'à la moelle, était un ennemi du parti et de son groupe parlementaire. Toutefois ce n'est pas le seul Jouhaux qui suivit la politique patriotarde des députés socialistes, mais toute son organisation et les masses qu'elle groupait, à l'exception de minorités absolument négligeables au début. Il en fut de même pour le fameux Gustave Hervé, chef des anti-militaristes européens, directeur de la Guerre Sociale, organisateur du "citoyen-browning", ou citoyen-révolver qui, autrefois, s'était engagé à "planter le drapeau tricolore dans le fumier" : à l'éclatement de la guerre son journal prit le titre de La Victoire et déclancha la campagne la plus venimeuse de "haine aux boches"; puis, lui-même, alla s'engager, " dans le fumier " qui était bien digne de lui.

Il ne sortit donc rien de mieux des rangs soréliens que de ceux du parti S.F.I./O. qui, en fait de marxisme, ne valait même pas, déjà à cette époque, trois sous de fausse monnaie. Les syndicalistes "anti-parti" firent la même fin que les Guesde et les Cachin, dont le second, qui fut communiste à une époque plus récente et, après une parenthèse hitlérienne, anti-fasciste-résistant, partit alors en Suisse pour offrir au journal de Mussolini l'argent de l'Etat français.

En Italie, existait à côté de la Confédération Générale du Travail une "Union Syndicale Italienne". Pour imbibée qu'elle fut de bas réformisme, jamais la première n'adhéra à la politique de guerre. Les syndicalistes anarchistes au contraire se scindèrent en deux unions syndicales : l'une contraire à la guerre, l'autre, avec De Ambris et Corridoni, interventionniste déclarée.

Le parti, lui, sortit plus honorablement de l'épreuve: lorsque Mussolini en sortit en Octobre 1914 aucune voix ne s'éleva, à la séance d'expulsion de la section de Milan, pour le défendre.

En ce qui concerne les anarchistes, il sera suffisant de rappeler que leur grand pontife (après la mort de Bakoukine), le Russe Pierre Kropotkine se solidarisa de la manière la plus outrée avec la politique de guerre du tsarisme.

L'organisation d'usine

La proposition de renoncer au parti politique prolétarien pour reporter le centre de gravité de la lutte révolutionnaire sur le syndicat de métier comportait tout d'abord l'abandon total des bases théoriques de la doctrine marxiste. Elle ne pouvait être faite que par des gens qui en avaient abjuré le credo philosophique et économique, comme finirent par le faire les scréliens et comme les bakouniniens l'avaient fait d'emblée.

Par ailleurs, dans son bilan historique, elle montra qu'elle était privée de tout fondement. Le raisonnement selon lequel le syndicat serait supérieur au parti parce que dans les partis peuvent entrer des éléments n'ayant pas une origine purement prolétarienne, qui finissent par occuper des postes dirigeants - ce qui ne serait pas possible dans le syndicat - est réduit à néant par les exemples historiques les plus éclatants.

L'étroitesse de l'horizon syndical, si on le compare à l'horizon politique, réside dans le fait que le premier a une base non pas de classe, mais à peine de catégorie et qu'il se ressent de la séparation ridicule qui, au moyen âge, existait entre les métiers. La transformation ultérieure du syndicat de métier (ou professionnel) en syndicat d'industrie ne représente pas un pas en avant. Dans cette forme, un menuisier travaillant dans une usine d'automobiles par exemples, fera partie de la fédération des métaux et non de celle du bois. Mais les deux formes ont ceci de commun que le contact entre leurs membres ne s'établit que sur les problèmes d'un secteur étroit de production, et non sur tous les problèmes sociaux. La synthèse des intérêts des groupes prolétariens professionnels et industriels locaux ne se fait que par l'intermédiaire des fonctionnaires des organisations.

C'est donc seulement dans l'organisation du parti que peut être surmontée l'étroitesse des intérêts de professions et de secteurs productifs puisqu'elle ignore ces divisions.

Après la première guerre mondiale, tout le monde avait compris que la trahison à la cause socialiste n'était pas seulement le fait des groupes parlementaires et des partis mais aussi des grandes organisations syndicales. Cela a incité beaucoup à surestimer une forme d'organisation immédiate des prolétaires industriels: le conseil d'usine.

Ceux qui théorisaient ce système prétendaient qu'il était capable plus qu'aucun autre d'exprimer la fonction historique de la classe travailleuse moderne, et ceci sur un double plan. Tout d'abord, la défense des intérêts des ouvriers contre le patron passait selon eux du syndicat au conseil d'usine, relié aux autres dans le "Système des conseils" par localités, régions et nations, et aussi par secteur d'industrie. En outre, une nouvelle revendication faisait son apparition : celle du contrôle de la production et, à échéance plus lointaine, de sa gestion. Les conseils auraient eu à intervenir non seulement dans la question des conditions faites à l'ouvrier par l'entreprise (salaires, horaires, etc...) mais aussi dans les opérations technico-économiques jusqu'alors laissées à la décision de l'entreprise : programmes de production, achats de matières premières, destination des produits. On se proposait une série de conquêtes dans cette direction qui avaient pour but la gestion ouvrière totale, c'est à dire l'élimination, l'expropriation effective des patrons.

Cette vision qui pouvait sembler séduisante au premier abord fut tout de suite regardée comme trompeuse par les marxistes révolutionnaires, du moins en Italie. En effet la question du pouvoir central restait en dehors de cette perspective puisqu'elle admettait la coexistence de l'Etat bourgeois et d'un contrôle ouvrier développé (premier exemple de coexistence du loup et de l'agneau !) et même d'une gestion ouvrière s'exerçant sur un certain nombre d'entreprises ou de groupes d'entreprises.

Il ne s'agissait là que d'un nouveau révisionnisme, d'une édition plutôt aggravée qu'améliorée du réformisme. En effet, dans cet hypothétique système des conseils, le plan social de la production et de l'économie (que les révisionnistes confiaient à un Etat politique acquis à la classe "ouvrière par des moyens pacifiques) s'évanouissait dans la multitude des gestions locales.

Il est facile d'établir théoriquement que ce nouveau système était aussi anti-marxiste que le syndicalisme sorélien. Nous voyons en effet qu'il élimine du drame révolutionnaire les personnages parti de classe et Etat de classe - qui lui sont suspects - de la même façon que ce dernier. Les révisionnistes classiques, eux, se limitaient à saboter ouvertement la violence de classe et la dictature de classe sous l'aspect formel. Dans les deux cas c'est en substance la révolution et le socialisme qui s'en vont.

Continuant pendant des décades encore après les soréliens à partager leur méfiance banale à l'égard des deux formes parti et Etat, on est arrivé à confondre le "contenu du socialisme" avec ces deux postulats : contrôle ouvrier sur la production, gestion ouvrière de la production. Et on voudrait faire passer cette camelote pour le nouveau marxisme!

Marx n'a-t-il pas dit ce qu'était le "contenu du socialisme ?" Marx n'a pas répondu à une question aussi métaphysique. Le contenu d'un récipient est aussi bien l'eau que le vin ou qu'un liquide ignoble. En tant que marxistes nous pouvons seulement nous demander quel est le processus historique qui mène au socialisme, quels seront les rapports entre les hommes dans ce socialisme, c'est-à-dire dans une société qui ne sera plus capitaliste. Sous ce double aspect, c'est pure sottise de répondre : contrôle de la production dans l'usine, gestion de l'usine ou encore, ce que l'on ajoute souvent, autonomie du prolétariat.

Le processus historique qui, à partir d'une société pleinement capitaliste et industrielle conduit au socialisme, nous le voyons depuis un siècle déjà de la façon suivante : formation du prolétariat; organisation du prolétariat en parti politique de classe; organisation du prolétariat en classe dominante. C'est seulement alors que commencent le contrôle et la gestion de la production, non pas dans l'usine, ni par le conseil du personnel, mais dans la société et par l'Etat de classe dirigé par le parti de classe.

Si la recherche risible du "contenu" concerne la société pleinement socialiste, les formules de contrôle ouvrier et gestion ouvrière perdent à plus forte raison toute signification. Dans le socialisme, la société n'est plus divisée en producteurs et non producteurs, parce que ce n'est plus une société divisée en classe. Si l'on veut user de cette sottise expression le "contenu du socialisme" ne sera pas l'autonomie du prolétariat, mais sa disparition c'est-à-dire la disparition du salariat, de l'échange, même du dernier, celui qui s'effectue entre monnaie et force de travail, disparition enfin, de l'entreprise. Il n'y aura rien à contrôler ni à gérer, personne face à qui réclamer l'autonomie. Ces idéologies démontrent seulement, chez ceux qui les adoptent, une impuissance théorique et pratique à lutter pour une société qui ne soit pas une mauvaise copie de la société bourgeoise.

Ce que de tels gens réclament, c'est leur propre autonomie à l'égard d'une tâche ardue à l'égard du parti de classe, à l'égard de la dictature révolutionnaire. Marx jeune, encore tout imprégné de formules hégéliennes (en lesquelles ces gens croient encore aujourd'hui) aurait répondu que celui qui cherche l'autonomie du prolétariat, trouve l'autonomie du bourgeois, éternel modèle de l'homme (voir question juive).

Histoire du "socialisme d'entreprise ".

Les Conseils des ordinovistes italiens ont des précédents dans les pays anglo-saxons. Leurs ancêtres sont les vieilles guildes de métier qui ne sont pas nées de la lutte contre un patron bourgeois, mais de la guerre contre d'autres guildes et contre des formes seigneuriales et terriennes.

Le mot d'ordre de "conquête de l'usine" est apparu en même temps que, de premier chapitre de la révolution prolétarienne européenne, la révolution russe se voyait travestie en lutte des paysans pour la "conquête de la terre". On établissait ainsi un parallèle bien superficiel, et pourtant c'est par ces voies que l'on s'écartera et que l'on s'écartera encore de la voie maîtresse de la conquête du pouvoir et de la société.

Lénine a liquidé ce problème pour la Russie dans la question agraire et dans la question industrielle (1). Syndicalistes et anarchistes du monde entier retirèrent leurs sympathies à la révolution russe quand ils comprirent que le "contrôle ouvrier et paysan" (sur lequel même aujourd'hui, on spéculé en le falsifiant) dérivait de la position marxiste de contrôle de pouvoir, et ne concernait que des entreprises que l'Etat russe ne pouvait pas encore exproprier

Les tentatives de gestion autonome des usines durent être réprimées, quelquefois par la force, pour éviter des désastres économiques et des absurdités qui auraient été anti-socialistes dans leurs effets politiques et militaires, dans leur incidence sur la guerre civile.

Le parti dissipa rapidement la confusion entre l'Etat des Conseils ouvriers, organes territoriaux et politiques, et la fiction ordinoviste de l'Etat des conseils d'entreprise, dont chacun est autonome dans la gestion de sa propre usine. A cet

(1)- Cela est traité dans un article à paraître sur la révolution russe.

égard il suffit de lire les thèses du II^o Congrès de l'Internationale Communiste sur les syndicats et conseils de fabrique qui définissent la tâche de ces organes avant et après la révolution. La clé de la solution marxiste se trouve dans la pénétration de l'un et de l'autre de ces organismes par le parti révolutionnaire, et dans leur subordination (tout le contraire de l'autonomie !) à l'Etat révolutionnaire.

Dans cette question il est intéressant de rappeler l'expérience italienne. En 1920, se produisit le célèbre épisode de l'occupation des usines. Manifestement mécontente du lâche comportement des grands syndicats confédéraux et poussés par la situation économique et par l'offensive patronale qui avait succédé à la première euphorie de l'après-guerre, les ouvriers se barricadèrent dans les usines après en avoir expulsé les dirigeants, les mirent en état de défense, et tentèrent dans de nombreuses localités de continuer le travail dans ces conditions, et parfois même de disposer commercialement des produits manufacturés.

Si alors, en Septembre 1920, le prolétariat italien avait eu un parti révolutionnaire fort et décidé, ce mouvement aurait pu avoir des développements grandioses; au contraire, le parti socialiste était en pleine crise après le Congrès unitaire de Bologne en 1919 qui avait suivi la retentissante victoire électorale (150 députés au parlement) et alors que se développait l'opposition du faux extrémiste représenté par les "maximalistes" de Serrati, cette crise ne devait être résolue qu'en Janvier 1921 avec la scission de Livourne.

Pendant l'occupation des usines, on se remit toujours des décisions à prendre, sur des rencontres hybrides entre dirigeants du parti (dont quelques organisations périphériques étaient disputées entre les différentes tendances), parlementaires socialistes, et chefs de la Confédération du Travail, C'est en vain que la Gauche soutint que seul le parti devait affronter les problèmes de la lutte politique ouvrière et donner des mots d'ordre, et qu'aussi bien les députés que les membres du syndicat n'avaient qu'à les appliquer en tant que membres du parti, puisqu'il s'agissait d'actions à l'échelle nationale et ouvertement politiques.

De l'autre côté, on se livra à une orgie de positions fausement extrémistes qui prouvèrent combien le manque de solides bases doctrinales dans le parti pouvait être ruineux.

On confondit le généreux mouvement d'occupation des usines avec la constitution de soviets de conseils ouvriers en Italie; et ceux-là même qui s'opposaient au mot d'ordre de conquête du pouvoir parlèrent de proclamer cette constitution. On oubliait les positions pourtant bien nettes de Lénine et des congrès mondiaux, dans lesquels les soviets n'étaient pas des organismes susceptibles de coexister avec l'Etat traditionnel, mais surgissant d'une lutte ouverte pour le pouvoir et visant, quand le vieil Etat vacille, à se substituer à ses organes exécutifs et législatifs bourgeois. Dans la confusion générale et dans l'absurde collaboration qui s'établit entre révolutionnaires et légalitaires, le mouvement italien était nécessairement voué à l'impuissance.

Le chef bourgeois Giolitti eut une vision beaucoup plus claire des choses. Même sous l'angle constitutionnel, il aurait pu expulser les ouvriers par la force armée, mais il se garda bien de le faire en dépit des incitations des forces de droite et du fascisme naissant. Les ouvriers et leurs organisations ne montraient aucune intention de sortir armés des usines qu'ils occupaient, pratiquement inertes, pour attaquer les forces bourgeoises et tenter d'occuper les centres de l'administration et de la police. Giolitti pensa que la faim les ferait finalement sortir de la position insoutenable dans laquelle ils s'étaient mis. Il ne fit pratiquement pas tirer un seul coup de fusil, mais le mouvement finit misérablement, et bien vite dirigeants et patrons capitalistes rentrèrent en possession des usines, dans les mêmes conditions qu'avant, après un nombre négligeable d'incidents. La bourrasque était passée sans apporter aucun dérangement sérieux au pouvoir et aux privilèges de classe.

Toute l'histoire de ces années d'après-guerre en Italie démontre clairement comment la lutte prolétarienne est vouée à la faillite, même dans des conditions favorables, quand un parti révolutionnaire capable de poser la question du pouvoir de façon radicale, fait défaut. Et toute l'histoire du fascisme démontre la même chose. Cette banqueroute a été la banqueroute théorique de la formule qui veut substituer à la révolution visant au contrôle politique de la société, à l'assaut contre l'Etat bourgeois et à l'instauration de la dictature prolétarienne, l'illusion mesquine du contrôle et de la conquête de l'entreprise productrice par les ouvriers organisés en conseils d'usine regroupant tout le personnel, sans tenir compte d'aucunes directives politiques ni d'appartenance de parti.

Le courant italien de l'ordinovisme (1) n'alla pas alors jusqu'à soutenir l'inutilité du parti, parce que l'évolution de la III^e Internationale la conduisait à converger sur la tactique de contacts avec les partis ouvriers même réformistes et opportunistes et parce que son idéologie était celle d'un front unique de classe entre ouvriers industriels et petits-bourgeois. Mais les événements ultérieurs et l'histoire du triomphe de l'opportunisme en Italie et dans l'Internationale montrèrent combien la doctrine du conseil ouvrier se suffisant à lui-même (et à la cause révolutionnaire) était un dangereux point de départ, ainsi que l'illusion selon laquelle le passage de l'entreprise isolée des mains du patron dans celles du personnel suffirait à assurer la victoire du communisme, indépendamment de la question générale de la nouvelle organisation de toute vie humaine, qui rompra avec le vieux schéma de production auquel les organismes syndicaux et d'entreprise sont attachés, pour le bouleverser ensuite de fond en comble.

VAIN RETOUR A DES FORMULES VIDES

A chaque nouvelle vague de régression que la grande tragédie russe nous a présentée et nous présente, on voit se succéder les tentatives de rendre vie à des formes d'organisation prolétarienne différentes de celles sur lesquelles les grands pionniers de la révolution d'Octobre s'appuyèrent pour marcher à la tête de l'assaut prolétarien de la fin de la première guerre mondiale : le parti politique et la dictature prolétarienne.

Aucune construction théorique et pratique utile à une grande reprise du mouvement de classe ne sortira jamais de cette défiance timorée à l'égard des formes d'organisation indispensables au bouleversement historique du rapport de domination de classe, c'est à dire du parti et de l'Etat. L'objection puérile se réduit toute entière à la conviction que la "nature humaine" est condamnée à détourner l'exercice du pouvoir des fins pour lesquelles il avait été instauré et pour la défense desquelles la classe avait donné mandat à la "hiérarchie" (le mot est exact) au profit de l'intérêt et de la vanité individuels des éléments occupant des charges dans le Parti ou l'Etat.

(1)- Fraction dirigée par Gramsci, qui entra dans le parti communiste à sa fondation. Son nom lui vient de son organe "Ordine Nuovo" (Ordre Nouveau).

Le marxisme consiste à démontrer qu'une telle fatalité n'existe pas et que les actions des individus dépendent des forces engendrées par des intérêts généraux, surtout quand il s'agit non pas d'individus quelconques agissant parallèlement à d'autres comme de simples molécules de la masse, mais d'éléments portés par la dynamique sociale aux positions-clef, aux points cruciaux de la lutte historique.

Ou nous lisons l'histoire en marxistes, ou bien nous sommes condamnés à retomber dans les masturbations de la scolastique, qui explique traditionnellement les plus grands événements, soit par les manœuvres du monarque qui prétend les présenter comme l'effet d'une cause efficiente qui serait la transmission de la couronne à l'héritier, à la lignée, soit par les exploits du condottiere que le désir d'être immortalisé devant la postérité suffirait à rendre capable de n'importe quoi. Selon nous, il ne peut exister pour l'individu de lien entre une prévision consciente, une volonté active d'une part et de l'autre un résultat direct modelant la société et l'histoire; et c'est vrai non seulement pour le pauvre individu-molécule perdu dans le magma social, mais surtout pour la tête couronnée, le porteur de sceptre, le personnage revêtu de charges, d'honneurs et portant des titres hérités et un nom aux initiales en majuscules. C'est justement celui-là qui ne sait pas ce qu'il veut et qui n'obtient pas le résultat qu'il escomptait; c'est justement à lui que, si on nous passe l'image, le déterminisme historique réserve le plus de coups de pied au derrière. Bref, si l'on accepte notre doctrine, c'est le chef qui assume au maximum la fonction de marionnette de l'histoire.

On doit étudier la succession des révolutions comme la succession des défaites de modes de production dépassés. Les combattants révolutionnaires apparaissent alors comme des forces suscitées par la déterminante qui pousse la société à un plus grand bien être. Dans la phase dynamique de la transformation sociale, ils font en règle générale les plus grands sacrifices aux premières lignes de la bataille, sacrifice de leur " carrière politique " autant que de leur vie, car ils obéissent aux forces encore inconnues qui accompagnent l'enfantement historique de la forme sociale de demain.

Dans la phase historique finale de chacune de ces formes par contre, cette dynamique sociale s'altère parce qu'une autre, opposée, est en train de surgir. Ce sont alors les égoïs-

mes personnels, le " je m'en foutisme " généralisé des individus, la corruption grossière, qui tendent à assurer la défense et la conservation de la forme traditionnelle, comme le prouve l'exemple des exacteurs de toutes les époques, des prétoriens, des courtisans et des prélats débauchés d'Ancien régime, et enfin des vils bureaucrates de l'affairisme bourgeois d'aujourd'hui.

Pourtant, même dans ces périodes de cynisme et d'indifférentisme, la défense de la forme capitaliste contre la chute est encore assurée par le réseau des organismes d'Etat et par les partis politiques de la classe dominante eux-mêmes qui dans bien des tournants historiques ont montré que, contre la révolution, ils savent s'organiser solidement en une force unique; dans l'Allemagne et l'Italie fasciste sans doute, mais aussi dans l'Angleterre, l'Amérique et la Russie contemporaines, si on sait regarder un peu au-delà de l'hypocrisie de surface; et ils nous ont montré entre autres choses comment ils osent venir nous voler le pouvoir subversif que nous tirons de notre science de la géologie des sous-sols historiques. Et c'est nous, justement nous qui devrions être lâches au point de renoncer à la force irrepressible que nous possédons en propre en même temps qu'à la forme qu'elle devra nécessairement revêtir, celle du parti révolutionnaire et de l'Etat de fer de la dictature ? Naturellement ceux-ci seront constitués par des hommes (et même certains d'entre eux seront attachés à des fonctions définies); mais ceux-ci prouveront que loin de procéder par manoeuvres, par intrigues secrètes et par surprise, ils obéissent rigoureusement aux impératifs dictés par le devenir historique aux organes de la révolution irreversible en train de bouleverser les formes économiques et sociales.

Proposer de chercher dans des organismes autres que le parti des garanties contre la dégénérescence d'un chef ou d'un individu chargé d'une fonction quelconque, c'est démontrer qu'on a renié toute notre doctrine marxiste et rien d'autre.

En effet le réseau des "chefs" et des "responsables" de ces organismes n'est pas différent de celui du parti. En général pas plus que ce dernier, il n'est formé exclusivement d'ouvriers. C'est même un aspect douloureux de l'expérience historique d'avoir clairement montré que de l'ouvrier qui a quitté le travail pour occuper une charge syndicale ou de l'élément provenant de couches non prolétariennes, le plus enclin

à trahir sa classe est généralement le premier. Il y a des milliers d'exemples de ce fait.

Tout ce bavardage sur les "garanties" est généralement présenté comme le moyen d'établir un lien plus étroit avec les "masses". Qu'est ce que les masses ? Cela peut être deux choses. Tout d'abord la classe encore privée d'énergie historique, c'est à dire sans un parti qui l'entraîne sur sa voie révolutionnaire, bref la classe considérée seulement du point de vue de sa sujétion, des chaînes qui la lient à l'organisation sociale bourgeoise. Ou bien, dans certaines situations historiques, les masses débordant quantitativement la classe ouvrière parce qu'elles englobent des couches semi-prolétariennes. Ces situations peuvent appartenir à deux périodes historiques différentes qu'il faudra bien distinguer et tout ce qui précède se résume dans cette distinction.

Quand la révolution bourgeoise était encore à faire et qu'il s'agissait d'abattre les formes féodales (par exemple en 1917 en Russie) ces couches du "peuple" (qui n'était pas encore le prolétariat) contenaient des forces dirigées contre le pouvoir d'Etat et les sommets de la société; à un moment révolutionnaire décisif, ces couches pouvaient s'ajouter au prolétariat, non seulement pour en augmenter l'effectif numérique, mais pour lui adjoindre un nouveau potentiel révolutionnaire utilisable dans la phase de transition, à la condition qu'existât le parti de la dictature ouvrière (dont l'hégémonie devait être garantie par sa liaison avec le prolétariat mondial) possédant une claire vision historique et une puissante organisation autonome.

Une fois épuisé l'élan révolutionnaire anti-féodal ces masses qui entourent le prolétariat révolutionnaire deviennent réactionnaires à l'égal de la grande bourgeoisie, et même beaucoup plus qu'elles. Toute tentative de se lier avec elles est de l'opportunisme, et revient à détruire la force révolutionnaire, à se solidariser avec la conservation capitaliste. Cette appréciation vaut aujourd'hui pour tous les pays de race blanche.

Dans leur course précipitée au reniement de toute politique révolutionnaire, les opportunistes russes d'aujourd'hui n'ont pas encore, il est vrai, jeté à la ferraille la forme parti, mais à chaque étape de leur marche à reculons ils se justifient par l'autorité des masses, dont ils vantent l'appui quand cela leur convient. Nous n'avons pas besoin d'une autre preuve à posteriori et historique de l'inconsistance complète de cette vieille recette trompeuse, ni du fait que c'est elle qui est à la base de la liquidation du parti révolutionnaire

TROISIEME PARTIE

LA CONCEPTION PETITE-BOURGEOISE DE LA SOCIETE
COMMUNISTE CHEZ LES SYNDICALISTES ET LES "SOCIALISTES D'ENTREPRISE".

Le parti est irremplaçable :

Le système de Gramsci a porté à son expression la plus poussée la prétention de faire correspondre de façon parfaite la structure de l'organisation ouvrière de lutte à celle de l'économie industrielle bourgeoise. Cette position, dont se réclament aujourd'hui divers groupes qui critiquent la dégénérescence stalinienne, allie, et il ne peut en être autrement, l'impuissance dans l'action à l'incapacité de distinguer les caractères qui opposent la structure économique d'aujourd'hui à celle de demain. En cela, elle reste largement au-dessous des résultats classiques de la critique que le marxisme a faite de l'économie présente.

Elle implique une erreur économique en tous points semblable à celles qu'elle dénonce dans le système stalinien et qui ont été aggravées énormément depuis le XX^e Congrès, précisément depuis qu'on s'est placé sous le drapeau de l'anti-stalinisme. Cette erreur consiste à imaginer une société dans laquelle les ouvriers auraient remporté la victoire sur les patrons au sein de la commune, du métier, de l'entreprise, mais seraient restés emprisonnés dans les mailles d'une économie de marché persistante, sans se rendre compte que cela signifie la même chose que le capitalisme.

Seul le parti possède dans son programme les caractéristiques d'une société non capitaliste et non mercantile telles qu'elles résultent d'une véritable étude marxiste, d'une prévision

critique et scientifique libre de tout utopisme, et ceci justement dans la mesure où il n'est pas astreint à se calquer sur l'organisation que le mode capitaliste impose à la classe productrice.

Hésiter sur la nécessité de la forme parti et de la forme Etat conduit à noyer dans la confusion l'antithèse des formes communistes et des formes capitalistes dont le parti marxiste était bien conscient, et à renier complètement les buts programmatiques. Il suffit de penser aux postulats du programme marxiste (abolition de la division technique et sociale du travail, ce qui veut dire suppression des limites entre les différentes entreprises de production, abolition du contraste entre ville et campagne, synthèse sociale de la science et de l'activité humaine pratique) pour comprendre que toute esquisse "concrète" d'organisation et d'action prolétarienne qui se proposerait de refléter la structure actuelle du monde économique se condamnerait du même coup à ne pas sortir des caractères et des limites propres aux formes capitalistes actuelles, et en même temps qu'à ne pas comprendre, à être anti-révolutionnaire. Seuls le parti et l'Etat prolétariens dans lesquels la société de demain se cristallise avant même d'avoir une existence historique, et qui ne correspondent à aucun matériel et à aucun modèle empruntés au monde bourgeois, offrent une issue à ces schémas "concrets" d'organisation sociale, même si le prolétariat ne les découvre qu'après une longue série de luttes. Dans les organes que nous appelons "immédiats" et qui sont modelés par la physiologie de la société actuelle, rien d'autre ne peut virtuellement se cristalliser, si ce n'est la répétition et la sauvegarde de celle-ci.

La forme communale.

Les libertaires qui polémiquaient avec Marx dans la Première Internationale aux alentours de 1870, et dont un étrange préjugé veut qu'ils aient été "plus avancés" que Marx, avaient une vision étroite du passage de l'économie bourgeoise au socialisme. Cela ressort bien du fait que, tout en s'opposant en paroles au militarisme et au patriotisme, ils n'avaient pas compris que, même quand il considère l'économie bourgeoise dans les limites nationales, Marx recherche ses lois de diffusion mondiale, et qu'ils ne voyaient pas l'importance de la formation du marché international.

Parvenu à ce point qui est le couronnement de sa description de la mission de la bourgeoisie moderne, Marx ne prévoit plus d'autre étape que la dictature du prolétariat dans les Etats avancés du monde et la diffusion du pouvoir du prolétariat à une échelle toujours plus vaste à la suite de la destruction des Etats nationaux nés avec le capitalisme. Les anarchistes au contraire, proposent la destruction de l'Etat capitaliste pour lui substituer, après l'écroulement du pouvoir d'Etat central, sinon l'autonomie illimitée de chaque individu (bourgeois, naturellement), du moins celle de petites unités humaines qui seraient les communes de producteurs indépendantes les unes des autres. On ne voit pas en quoi cette forme abstraite de société future fondée sur les communes locales diffère de la société bourgeoise actuelle et quelles formes économiques différentes des formes actuelles elle nous présente : ceux qui, comme Bakounine et Kropotkine, se sont employés à la décrire n'ont fait que la relier à des idées philosophiques et non à une critique des lois de la production historiquement constatables jusqu'à aujourd'hui. Lors même qu'ils empruntaient une telle critique à Marx, ils ne savaient en tirer qu'une minime partie des conclusions qui en découlent. Frappés par le concept de plus-value qui est un théorème économique ils n'ont rien su en tirer d'autre que la condamnation morale de l'exploitation ni en voir la cause ailleurs que dans le "pouvoir de l'être humain sur l'être humain". Ils restaient donc en deçà et au-dessous de la dialectique, ce qui les empêchait de comprendre, par exemple, que le passage de l'appropriation du produit et du travail du serf par le seigneur terrien à la production de plus-value dans l'agriculture capitaliste a représenté une réelle "libération" vis à vis de formes plus pesantes de servitude et d'oppression, la nécessité d'une division en classes et d'un pouvoir d'Etat persistant, sans doute, à l'avantage de la bourgeoisie, mais aussi, dans cette phase, à l'avantage de tout le reste de la société.

Si l'effort humain a acquis un plus grand rendement, si la rémunération moyenne à égalité d'effort a augmenté, il faut en trouver la raison principale dans la formation du marché national et la division du travail collectif entre branches d'industries échangeant leurs produits semi-finis et finis dans une libre circulation, avec une tendance toujours plus forte à étendre celle-ci au-delà des frontières de chaque Etat.

L'idée que pour démolir le pouvoir capitaliste il faille briser l'Etat national en d'innombrables ilots de pouvoir

(qui caractérisaient le moyen-âge pré-bourgeois!) n'a aucun sens : en effet la richesse de la bourgeoisie, la force de son Etat ont augmenté de façon parfaitement cohérente avec la prévision marxiste, ainsi que la production de plus-value, (ce qui ne signifie pas que son prélèvement absolu aux dépens des classes inférieures ait augmenté aussi, puisque son accroissement se concilie entre autres avec une certaine diminution de la journée de travail et une augmentation générale du standard de vie) (1)

En outre, il est directement rétrograde de renfermer l'économie dans les limites étroites d'unités de production-consommation isolées, dans le seul but d'éliminer au sein de chacune d'elles les prélèvements de quelques oisifs aux dépens des travailleurs.

Il est certain que, dans ce système de communes égalitaires, le coût de la nourriture consommée en une journée, calculé en heures de travail de tous les membres adultes, sera plus élevé que dans une nation où existe une circulation économique d'une commune à l'autre, par exemple la France moderne; il est également certain que dans cette dernière on acheminera plus facilement un produit manufacturé quelconque de sa zone de production aux lieux de consommation, en dépit des deux cents familles. Il ne resterait plus à ces communes qu'à traiter de l'une à l'autre sur le plan du libre échange. Même en admettant qu'une "conscience universelle" règle pacifiquement ces rapports entre unités économiques locales, rien n'empêcherait que, du fait de l'oscillation des équivalences entre marchandises et marchandises, elles se soustraient mutuellement de la plus-value et du surtravail.

Ce système imaginaire de petites communes se réduit à une caricature philosophique du self government (auto-gouvernement), cher aux petits-bourgeois de tous les temps. C'est évidemment un système aussi mercantile que celui de la Russie de Staline et de celle, toujours plus anti-prolétarienne, de ses successeurs, un système d'équivalents monétaires (sans l'Etat pour battre monnaie ?) totalement bourgeois et qui pèserait même plus lourdement sur le producteur moyen qu'un système de grandes industries nationales et impériales .

La forme syndicale

Dans l'idéologie de Sorel et de ses successeurs, le

(1)- la distinction marxiste entre plus-value absolue (donnée par la longueur de la journée de travail et le montant du salaire) et plus-value relative.

syndicat suffisait à lui seul aussi bien à diriger la lutte prolétarienne (premier aspect dont nous avons déjà fait la critique) qu'à organiser et gérer l'économie prolétarienne. Nous allons montrer ici comment ce deuxième aspect du syndicalisme implique une confusion et une édulcoration des caractères de la forme de production qui succède au capitalisme, et s'oppose historiquement à lui, et leur transformation en un schéma détaché de l'histoire. Ce schéma ne se réalisera pas et n'est pas réalisable; il n'a de vie que dans les illusions et dans la pensée de demi-bourgeois, nourrissant sans doute une certaine haine contre le grand patronat, mais impuissants à saisir la profondeur de l'antithèse qui oppose la société d'aujourd'hui à celle qui naîtra de la victoire du prolétariat.

L'opportunisme de toutes les époques a apporté beaucoup de confusion sur le programme de la forme sociale future. Il s'est déshonoré jusqu'à railler les hautes exigences d'un tel programme historique final, qui avait été défendu par les partis politiques se réclamant du marxisme. Il a fallu et il faudra lutter longtemps encore pour prouver que dès sa première apparition le courant révolutionnaire possédait déjà les critères décisifs de ce programme; mais l'incertitude qui règne en ce qui concerne les caractères de la société qui sortirait de la victoire des syndicats sur le patronat capitaliste et de l'écroulement de l'Etat politique de la bourgeoisie est encore plus grande.

Dans l'histoire des courants socialistes on a beaucoup équivoqué sur les formes de simple coopération que l'on a confondues avec des formes socialistes jusque dans des textes importants, alors qu'elles sont simplement filles de l'utopisme pré-marxiste. En présence de la vision syndicaliste de la société qui fonctionnera après la défaite des capitalistes, nous devons tout d'abord nous demander si sa cellule constitutive sera le syndicat de métier local, de petites étendues territoriales ou bien le syndicat de métier national et, en puissance, international.

Nous ne devons pas oublier que dans l'engrenage des organisations de défense économique telles qu'elles se sont formées à la fin du XIX^{me} siècle et au début du XX^e (avec une netteté particulière dans les pays latins), il est un organe qui conquiert la primauté par son activité dynamique : c'est la " bourse du travail" française, qui en italien porte le nom, meilleur, de "camera del lavoro" (chambre de travail). Si la seconde appellation a un relent dégoûtant de parlementarisme bourgeois, la première évoque (c'est pourquoi elle est, tout compte fait, pire) un marché du travail, une vente des travailleurs au patron le plus offrant, ce qui l'éloigne d'autant plus d'une lutte qui vise à extirper le principe même du patronat.

Pourtant, si les ligues isolées et même leurs fédérations nationales, organes moins unitaires et moins centralisés, se ressentent fortement de la limitation que leur impose des catégories professionnelles préoccupées de revendications étroites et temporaires, les Bourses urbaines ou provinciales du Travail étaient au contraire portées, du fait qu'elles développaient la solidarité entre les ouvriers de divers métiers et de différentes localités, à se poser des problèmes de classe d'un ordre supérieur, et finalement d'ordre nettement politique. Elles discutaient des problèmes politiques véritables, non au sens électoral ordinaire, mais au sens de l'action révolutionnaire, même si leur caractère local ne leur permettait pas de se soustraire complètement aux défauts que nous avons examinés dans les formules communalistes et localistes.

Vigueur des formes inter-syndicales

Nous pourrions citer des épisodes des années rouges qui ont suivi la première guerre en Italie dans lesquels l'organe spécifique de la Bourse du Travail, le Conseil Général des Ligues, décida de larges manifestations de rues, sans même qu'il fut besoin de convocation par les fonctionnaires syndicaux, et sur de simples appels faits ouvertement au nom de groupes des partis socialistes et ensuite communiste.

En France, pendant les premières années de ce siècle, les vagues de mouvement qui partaient des "Bourses du Travail" étaient fort redoutées de la Sûreté. Sans le savoir, ces Bourses étaient des organes politiques de la lutte pour le pouvoir, mais les bonzes confédéraux réformistes et même parfois anarchistes spéculaient sur leur isolement pour empêcher des mouvements d'ampleur nationale, ainsi que la grève internationale qui fut tentée en 1919 pour défendre la Russie attaquée par les armées bourgeoises de l'Entente.

Pendant le mois de septembre 1920, lors du mouvement d'occupation des usines en Italie, les boutiquiers terrorisés laissèrent se former des dépôts d'objets de consommation aux Bourses du Travail qui les distribuaient aux chômeurs, fonction qui dépassait vraiment les problèmes syndicaux de rémunération du travail et pour laquelle le procureur suprême de l'ordre constitué, Giovanni Giolitti, aurait été parfaitement en droit de nous faire un procès comme voleurs, ce qu'il eut le sang froid et le grand mérite (pour la défense de l'ordre constitué) d'éviter.

Dans la phase fasciste qui suivit, il fallut des assauts réitérés non pas de la part des escadres fascistes (dont nous enregistrâmes à l'époque de sanglantes défaites) mais des forces armées (y compris l'artillerie), pour avoir raison de la défense armée des ouvriers qui avaient transformés en forteresses les sièges des Bourses du Travail d'Empoli, Prato, Sarzana, Parme, Ancône, Foggia, et Bari où la marine militaire elle-même canonna. Dans la grève d'août 1922, cette défense, tentée par le jeune parti communiste, manque de coordination à l'échelle nationale du fait de la trahison des centrales syndicales et du parti majoritaire des maximalistes-réformistes qui réussirent pour la enième fois à freiner le mouvement justement dans les très grandes villes, dans lesquelles le mouvement fasciste comptait pour rien puisqu'il ne s'était emparé que de Bologna et de Florence, mais non de Milan de Rome, de Gênes, de Turin, de Naples, de Venise, de Palerme, malheureusement reliées de façon légale et pacifique aux centres paralysants. C'est de ce mois d'août (et non de la comédie de la marche sur Rome en Octobre 1922) que date la victoire du capitalisme italien sur la révolution prolétarienne assassinée par l'infâme opportunisme.

Pour en revenir aux syndicats, le syndicat professionnel local et la fédération professionnelle nationale, avec sa centrale contrôlée presque partout par les partis opportunistes atteignent au maximum d'impuissance; le seul siège de l'action de classe résidait au contraire à une certaine époque, dans les organes inter-syndicaux des villes et des provinces.

Dans la phase actuelle dominée par l'opportunisme stalinien, même cette ultime ressource a été détruite : la Bourse du Travail n'existe plus comme lieu de rassemblement des travailleurs les plus combattifs, alors que traditionnellement ils étaient un millier à la réunion du soir et qu'il leur était donc facile de faire parvenir leurs décisions le lendemain matin dans toute la zone environnante. A sa place, la prétaillie rose et rouge a élevé un corridor de guichets bureaucratiques où le travailleur isolé et intimidé s'en va s'informer de ses droits ou des "dispositions" prises en haut au sujet d'un de ces ridicules mouvements d'aujourd'hui, quitte à ronchonner ensuite contre les consignes reçues, à se lamenter sur la castration des grèves.

LA FONCTION ECONOMIQUE

Supposons que le mouvement contre les forces de l'ordre ait remporté la victoire et que l'activité économique et productive ait recommencé après élimination de la direction bourgeoise. Cette hypothèse serait moins éloignée des possibilités réelles dans une ville où existeraient de fortes organisations ayant un centre unique; elle ne nous en ramènerait pas moins aux objections que nous avons opposées à la forme communale : une victoire limitée à une cité ou une province et laissant intactes les villes et provinces voisines du même Etat est-elle possible ? Non

Pour comprendre la formule sorélienne de gestion syndicale de l'économie future, il ne nous reste donc plus qu'à imaginer un appareil de direction économique formé à partir des directions nationales des syndicats de catégorie, en faisant les réserves habituelles sur les possibilités de victoire du socialisme dans un pays isolé. Pour fixer les idées, imaginons par exemple l'organisation de la production du pain et autres produits similaires par la "Fédération des Industries des pâtes alimentaires" et ainsi de suite pour tous les secteurs de production et d'industrie. Cela revient à imaginer que tous les produits d'une espèce déterminée soient mis à la disposition de grands organismes (sortes de trusts nationaux) débarassés des patrons capitalistes et décidant de l'utilisation de toute la production (et, dans le cas particulier, du pain, des pâtes alimentaires, etc...) de façon à recevoir des organismes parallèles tout ce qui leur est nécessaire : objets de consommation pour leurs membres, matières premières, instruments de travail, etc

Une pareille économie est une économie d'échange, et nous pouvons la concevoir de deux façons : dans une forme supérieure (pour parler brièvement) cet échange s'effectue seulement au sommet et ce sont tous ces secteurs de production qui distribuent ensuite de haut en bas biens d'usage et biens instrumentaux. Mais ce système d'échange au sommet reste un système mercantile; il a besoin d'une loi d'équivalence des valeurs contenues dans les stocks de marchandises détenus par les syndicats dont il est facile de prévoir qu'ils seront nombreux et que chacun devra entrer en négociations avec presque tous les autres.

Ne nous demandons même pas qui établira le système des équivalences, et qu'est-ce qui garantira l'autonomie et l' "égalité" entre tous ces syndicats de "producteurs" qui sont impliquées dans toutes ces constructions fantastiques: poussons le libéralisme jusqu'à croire possible que les différents rapports d'équivalence puissent résulter "pacifiquement" d'équilibres "spontanément" établis!

Un système de mesure aussi complexe ne pourra pas fonctionner sans l'expédient millénaire de l'équivalent général, en un mot, sans l'argent mesure logique de tous les échanges.

Il n'est pas moins facile de conclure que l'on retournera à une seconde forme moins élevée que celle que nous venons d'examiner. En effet, dans une société semblable, la manipulation de l'argent ne pourra pas s'effectuer seulement entre les directions des trusts de production (le mot de syndicat est ici tout à fait à sa place), ce pouvoir sera concédé à chaque associé du trust, c'est à dire à chaque travailleur qui "achètera" ce qu'il voudra, après avoir reçu de l'organisation verticale dont il fait partie sa quote-part de monnaie, c'est à dire un salaire dont toute la différence avec le salaire actuel résiderait dans sa prétention à être "intégral" (comme chez Duhring, Lassalle et d'autres), du fait de l'abolition du prélèvement de la part patronale.

S'imaginer que chaque syndicat est indépendant de l'autre quand il négocie les conditions de cession des stocks qu'il monopolise est une illusion bourgeoise et libérale; elle s'accompagne toujours de cette autre qui veut que tout producteur rémunéré selon le produit total de son travail (non-sens ridiculisé par Marx) puisse décider à son gré de sa consommation. C'est là que les ânes se laissent prendre au piège et que ces "économies de producteurs" révèlent combien elles sont loin (et même plus loin que l'économie capitaliste elle-même) de l'économie sociale que Marx appelle Socialisme et Communisme.

Dans l'économie socialiste le sujet délibérant, non seulement en fait de production, mais de consommation (comment et combien), n'est plus l'individu, mais la société, l'espèce. Tout est là. L'autonomie du producteur est une de ces phrases démocratiques vides qui ne résolvent rien. Le salarié, l'esclave du capital n'est pas autonome comme producteur, mais il l'est aujourd'hui comme consommateur dans la mesure où dans une certaine limite quantitative (qui n'est pas celle de la faim pure et

simple contrairement à Lassalle et sa loi d'airain, mais qui va au contraire s'élargissant au cours du développement de la société) il fait ce qu'il veut de sa paye. Dans la société bourgeoise, le prolétaire produit comme le veut le capitaliste - ou, de façon plus générale et scientifique : comme le veulent les lois du mode capitaliste de production, comme le veut le Capital, monstre supra-humain - et, du moins dans une certaine limite, il consomme non pas ce qu'il veut lui-même en quantité, mais certainement comme il veut. Dans la société socialiste, l'individu ne sera autonome ni dans le choix de ses actes de production ni même dans celui de ses actes de consommation, les deux sphères étant régies par la société et pour la société. Par qui ? C'est toujours la question des imbéciles, et il convient de ne pas hésiter dans la réponse. Dans une première phase, ce sera par la dictature du prolétariat révolutionnaire, dont le seul organe capable de prévoir le jeu des forces de la période suivante est le parti révolutionnaire; dans une seconde phase ce sera par un mécanisme spontané né de la diffusion d'une économie qui aura aboli dans tous les domaines l'autonomie des classes et des personnes.

LA POLEMIQUE EST TOUJOURS LA MEME

Notre discussion semble présenter à chaque pas des formules surprenantes. C'est pourquoi nous devons démontrer qu'elles appartiennent depuis un siècle à une école qu'on ne saurait confondre avec aucune autre : le marxisme.

Inversement il nous intéresse également de prouver que les staliniens classiques, les semi-staliniens et les anti-staliniens qui se lèvent aujourd'hui de toutes parts comme des essaims de sauterelles ne peuvent pas les supporter, eux qui, entonnant avec les premiers la vieille chanson de la "correction" et de l' "enrichissement" du marxisme d'autrefois, rompent des lances en faveur des "autonomies", parce qu'ils attribuent les défaites incessantes de la révolution au fait qu'elles ont été violées.

Mais qu'est-ce donc que tous ces inventeurs impatientes de ressources de dernière heure sont allés chercher ? A en croire une feuille du "Quadrifolio " (1) bien connu et toujours plus

(1)- voir note ci-dessus page 32

éclectique, rien de moins que les écrits du socialiste libertaire Francesco Saverio Merlino, lesquels remontent aux années 1880-90. Ce Merlino est un précurseur de la recette rebattue et mise aujourd'hui à toutes les sauces par une bande de petits journaux qui s'en prennent à Palmiro Togliatti sans comprendre que pour cette recette là, le pauvre Palmiro est un cordon bleu et eux, les dissidents, à peine des marmitons, puisqu'elle est la suivante : le salut se trouve dans l'union entre les valeurs du socialisme et de la liberté !

Selon eux l'idéologie du sauveur de Marx et de la science révolutionnaire, le vieux et très confus Merlino, aurait triomphé non seulement dans les mouvements de 1905 et de 1917 en Russie (!) mais surtout dans ceux de 1956 en Pologne et en Hongrie auxquels ils vont jusqu'à ajouter l' "expérience" (!) yougoslave.....

Les formules de Merlino sont tirées, entre autre, d'un article sur le "Programme d'Erfurt" de 1891. Pour des modernisateurs, ce n'est pas mal! Elles font une confusion bien connue (et que notre école a dissipée dans le premier après-guerre) entre le malencontreux "Etat libre populaire" de la social-démocratie allemande et la puissante position de Marx sur la dictature prolétarienne, sans tenir compte du fait que dès 1875 Marx et Engels furent à un cheveu de désavouer les Allemands. Voici en attendant ce que dit Merlino : " dans la société socialiste, le pouvoir de direction, de gestion et d'administration doit appartenir non pas à un Etat populaire et ouvrier mythique mais aux associations de travailleurs confédérés entre elles ".

" On veut tout remettre dans les mains d'un pouvoir central où l'on accorde aux organisations ouvrières le droit de s'associer à leur façon en prenant possession des instruments de travail ?" " Non un gouvernement et une administration centrale qui formeraient la plus exorbitante des autocraties, mais les associations de travailleurs dûment et librement confédérées".

Ces formules nous sont fort utiles et nous saisissons l'occasion d'établir qu'elles expriment bien ce que pensent Thorez, Togliatti, Khrouchtchev, Tito, et l'exact opposé de ce que nous proposons pour notre part. Que les membres du "Quadri-folio", les "Barbaristes" et autres semblables "associations confédérales" s'installent de l'autre côté !

Enfin leur cri du coeur est toujours le même : "centralisme bureaucratique, ou autonomie de classe ?" Si l'antithèse fondamentale était celle-ci, et non pas celle de Marx et de Lénine : Centre dictatorial du Capital, ou du Pro-létariat ?, nous serions - que cela plaise ou non à ces Messieurs - pour le centralisme bureaucratique: à certains moments de l'histoire, il peut être un mal nécessaire que saura dominer un parti exempt de tout marchandage des principes (Marx), de tout relâchement organisationnel, de tout funambulisme tactique et non infecté de la peste de l'autonomie et du fédéralisme. Quant à l'"autonomie de classe" c'est une imbécillité intégrale, Dans la société socialiste, les classes seront abolies; en admettant que sous la domination de classe l'autonomie soit une forme de revendication de la classe dominée, dans une société sans classe capitaliste, l'autonomie ne peut être autre chose que la lutte d'une partie des travailleurs contre une autre partie, de fédérations contre d'autres fédérations, de syndicats contre d'autres syndicats, de "producteurs" contre d'autres "producteurs". Dans le socialisme les producteurs ne constituent plus une partie distincte de la société.

Le fait que toutes les associations disposent " à leur façon" des instruments de travail de leur secteur ne nous mène pas au socialisme, mais remplace la lutte de classe - couronnée par la dictature et non par l'autonomie - par l'absurde "bellum omnium contra omnes", la guerre de tous contre tous, solution historique qui, heureusement, est aussi inféconde qu'absurde.

L'autonomie de classe serait la position d'un mouvement d'esclaves qui dirait : nous voulons rester des esclaves, mais décider nous-mêmes quel plat nous servirons à notre maître, ou laquelle de nos filles nous mettrons dans son lit! La position chrétienne, qui ne préluait pas à une société sans classes, mais qui énonça nettement : aucune différence entre l'esclavage et le citoyen libre, était mille fois plus révolutionnaire !

On pourra retrouver ceci mot pour mot chez Marx, et nous passons maintenant à cette partie de la démonstration.

Paroles inoubliables

Toute l'équivoque des écoles de type syndicaliste ou ouvriériste (que nous voudrions désigner toutes par le nom d'

"immédiatistes") réside dans la substitution de l'autonomie à la lutte de classe. Elles confondent en effet les moments dialectiquement distincts d'organisation immédiate, de cours historique et de théorie révolutionnaire et veulent réduire tout le cycle prolétarien à une inscription dans un registre des ouvriers d'une usine, ou d'une autre petite cité productive, et tout édifier d'après ce modèle froid et sans vie. Le déterminisme marxiste dissipe la fiction bourgeoise de l'individu, de la personne et du citoyen et révèle que l'origine de ce mythe n'est autre que l'universalisation et l'éternisation des rapports dont bénéficient les membres de la classe dominante moderne, c'est à dire le bourgeois, le capitaliste, le possesseur de terre et d'argent, le marchand. Après avoir renversé cette idole ignoble ils mettent à sa place la société économique " et provisoirement une société nationale".

Tous les "immédiatistes", c'est à dire les gens qui n'ont gravi qu'un millième de la pente qui mène aux sommets du communisme, font cette confusion : à la place de la société ils mettent un simple regroupement de travailleurs; et ils choisissent ce regroupement sans sortir des limites d'une des galères dont se compose la société bourgeoise d' "hommes libres" : l'usine, le métier, la circonscription territoriale et juridique. Tout leur effort se ramène lamentablement à dire à ceux qui ne sont pas libres, qui ne sont pas citoyens, qui ne sont pas des individus (car telle est l'entité que leur dicte inconsciemment la révolution capitaliste) : enviez et imitez vos oppresseurs ! devenez autonomes, libres ! devenez des vitoyens, des personnes ! En un mot, ils les embourgeoisent.

Pour nous ce n'est pas une organisation issue de la société actuelle et à laquelle seraient attribuées les fonctions remplies actuellement par le capitalisme qui peut être la société non capitaliste. Ici réside toute la différence entre ces militants d'opérette et nous. Devant la faillite, ils viendront raconter qu'on a créé une nouvelle autocratie, un centre bureaucratique, un organe d'oppression et que pour éviter cela, il faut briser cette unité puissante en autant de fragments "autonomes" libres de singer les ignobles modèles bourgeois.

Dites-le, mais faites au moins comme Merlino ! Rangez Karl Marx parmi les autocrates, les oppresseurs et les corrupteurs du prolétariat, et naturellement Lénine (que Merlino n'a pas connu) aussi.

Antonio Labriola donna raison à Merlino quand il s'insurgea contre l'idée de Lassalle (un principe immédiatiste) de " préparer la voie à la solution de la question sociale consistant à établir une société de production avec l'aide de l'Etat sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs". Ce passage écoeurant passa en effet dans le programme de Gotha (1875), mais ne figure plus dans celui d'Erfurt qui provoqua une dure réponse d'Engels.

Mais qui, sinon Marx (et Engels avec lui) ont réduit à néant tout particularisme et fédéralisme, toute déviation évoquant des "domaines autonomes d'organisation économique" et mis en pièce cette ignoble formulation lassallienne dans des textes que la social-démocratie garda sous le boisseau pendant quinze ans et qui contiennent la construction classique la plus dialectique de la société future, écrasant l'immédiatisme (aujourd'hui en pleine extension) qui présente l'Etat comme la corne d'abondance à laquelle la classe ouvrière devrait puiser ? Et c'est sur ces textes que Lénine travailla de sa façon magistrale.

Aujourd'hui qu'on nous asphyxie avec les stupides "questions de structure", de "problèmes à solutionner" et de "voies à préparer", respirons une bouffée d'oxygène dans ces feuilles qui ont jauni dans le tiroir de Liebknecht avant d'être publiées :

" On remplace la lutte de classe existante par une formule vide de journaliste: la "question sociale", à la "solution" de laquelle "on prépare les voies". Au lieu de résulter du processus de transformation révolutionnaire de la société, "l'organisation socialiste de l'ensemble du travail" (Marx a déjà pulvérisé l'autre phrase idiote, encore en circulation aujourd'hui, "d'émancipation du travail", alors qu'il parle lui d'émancipation de la classe ouvrière) naîtrait de l'aide de l'Etat! "

Il tourne ensuite en dérision la formule du contrôle démocratique du peuple travailleur :

" un peuple travailleur qui sollicite de cette façon
" l'Etat manifeste sa pleine conscience de ne pas être
" le pouvoir, et même de ne pas être mûr pour lui ! "

Une phrase de ce même texte montrera quelle est pour nous la formule de la société de demain :

" Dire que les travailleurs veulent établir les conditions
" de la production collective à l'ECHELLE DE LA SOCIETE
" et chez eux, c'est à dire à l'échelle nationale, pour
" commencer, signifie qu'ils travaillent au renversement
" des conditions de production présente, et cela n'a rien
" à voir avec les coopératives subventionnées par l'Etat"

A l'échelle de la société.

Pareillement à tant d'autres, ce passage suffit à prouver que quiconque descend du plan de la société (pendant une certaine phase, avant la conquête du pouvoir, il sera abordé seulement à l' "échelle nationale") au plan fédéral-syndical (communal, d'entreprise ou pis encore) tombe dans l' "immédiatisme". Il trahit le marxisme, et n'ayant pas la moindre idée de la société communiste, il reste en dehors de la lutte révolutionnaire.

Quant à l'autre grande antithèse que Marx établit entre "transformation révolutionnaire de la société" et "organisation socialiste du travail", on peut l'objecter telle quelle aux "constructeurs du socialisme" de Moscou, et leur jeter à la figure que le passage au socialisme ne se confie pas à une entreprise de construction; le mot de construction n'a même jamais effleuré l'esprit de Marx, dont on voit dans la formule qui précède comment il l'apprécie (de même qu'on pourrait le voir pour Lénine); c'est un mot crûment bourgeois, vulgairement volontariste.

Nous ne rappellerons pas ici la note critique sur l'Etat populaire libre que Lénine a revendiquée face à des millions d'hommes au cours de la plus grande révolution de l'histoire. Plus l'Etat est libre, plus il opprime le prolétariat pour défendre le Capital : ce que nous voulons est non pas le libérer, mais l'enchaîner pour ensuite le détruire : cela suffit à remettre l'antistalinisme des Bakounine et des Merlino à sa place, parmi les parodies de carnaval. A sa place (supériorité de la dialectique!) on instaurera le nouvel Etat (Engels) qui ne nous sert pas pour la liberté mais pour la repression, mais qui devra exister avant de pouvoir mourir avec l'abolition des classes.

L'Etat populaire libre peut être mis dans le même sac que l'autonomie de classe. Ce ne sont que les formes de l'impuissance immédiatiste, de l'immanence de la pensée bourgeoise.

Pour en revenir au concept fondamental de "société" unitaire remplaçant l'antithèse entre capitaliste et prolétaires (et également entre producteurs et consommateurs), il vaut la peine d'en chercher la trace dans les divers programmes du parti allemand, même si Marx et Engels les ont vivement critiqués. Celui des lassalliens (Leipzig 1863) contient la formule d'élimination des antagonismes de classe, que Marx réfute en disant que ce sont au contraire les classes qui doivent être éliminées, le moyen de le faire étant justement leur antagonisme

Le programme de Gotha (1875), issu de la fusion déplorable entre les eisenachiens et lassalliens et qui resta formulé tel que Marx l'avait critiqué, dit cependant que les instruments de travail seront "le patrimoine commun de toute la société". Marx aurait laissé telle quelle cette phrase, mais il voulait que l'on dise non pas élevés à , mais transformés en patrimoine commun. Nous y voyons une correction anti-activiste.

Le programme d'Erfurt, dont la rédaction tint compte d'une grande partie des suggestions d'Engels, après la publication des critiques au programme de Gotha, s'exprime clairement sur ce point : "transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, et transformation de la production des marchandises en production socialiste, en production effectuée par la société et pour la société".

La conclusion est qu'en principe la société imaginaire " gérée par les syndicats ouvriers de production" non seulement n'est pas une prévision historique de la science prolétarienne, mais ne se verra jamais à moins qu'une banqueroute totale de cette science, de Marx, d'Engels, de Lénine et de nous tous et qu'elle n'a rien de commun avec la forme socialiste et communiste même comme phase de transition.

Dans ce schéma idéologique, la production et la distribution ne sont pas étendues à l'échelle de la société, ni même à l'échelle "nationale" puisque les instruments et les produits du travail sont mis à la disposition de syndicats "librement confédérés" ou "fédéralement" libres d'agir à leur guise. S'ils réussissaient à se renfermer dans des territoires " autonomes", ces secteurs lutteraient entre eux, par la concurrence, et ensuite physiquement, surtout en l'absence de toute espèce d'Etat.

Dans ce schéma fictif, la production n'est pas effec-

tuée par la société, ni pour elle, mais par et pour les syndicats, puisqu'elle reste une production de marchandises et que tout bien de consommation passe comme tel d'un syndicat à l'autre; et puisque ceci ne peut pas se produire sans un équivalent monnaie, ces biens passent également comme tels au producteur individuel. Ce n'est donc pas une société socialiste. Le système du salaire s'y maintient comme chaque fois que l'on poursuit l'utopie du fruit intégral du travail. L'accumulation du capital dans les mains du syndicat autonome et ensuite dans celles des individus reste possible. Ce qui dans cette critique peut sembler relever du raisonnement par l'absurde est dû uniquement au contenu petit-bourgeois de toutes ces utopies.

Nous concluerons cette partie doctrinale par un autre passage de la "Critique du programme du Gotha" qui permet de réfuter à la fois les "immédiatistes" et les partisans du "capitalisme d'Etat" en leur rappelant à tous que notre indispensable Etat dictatorial du prolétariat n'a pas pour tâche de libérer mais de réprimer le Capital dans les personnes de ses défenseurs, tant petits-bourgeois que bourgeois, et même dans celle des ouvriers esclaves de la tradition bourgeoise et sous-bourgeoise. Ce passage a été écrit par Marx pour ridiculiser la proposition "minimaliste" de l'impôt progressif sur le revenu (actuellement en vigueur en Russie). C'est un de ceux qui est fait pour vous et qui devrait vous couper le souffle :

" L'impôt sur le revenu suppose des sources de revenu
" différentes de classes sociales différentes et DONC
" LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE ".

L'expérience russe et Lénine

Entre les congrès communistes internationaux de 1920 et 1921 eut lieu au sein du parti russe, au X^e Congrès du 16 Mars 1920, un important débat avec l'"opposition ouvrière" (1). On doit noter que l'opposition conduite par la Gauche italienne dans les mêmes années se plaçait sur une toute autre ligne que cette dernière que Lénine put taxer durement de "déviations syndicaliste" et anarchiste au sein du parti

C'est une des mille falsifications du " cours abrégé de l'histoire du P.C.R. " stalinien que d'avoir assimilé jusqu'à

(1) Il en sera longuement question dans une étude à publier sur la révolution russe.

Trotsky à ces "ouvriéristes", sous le prétexte qu'il avait soutenu une polémique à propos de la tâche des syndicats. A l'époque dont il est question, Trotsky était totalement aux côtés de Lénine et il proposait de subordonner absolument les syndicats de catégorie au parti et à l'Etat politique du prolétariat (qui, en 1921, n'était encore "dégénéré" ni pour lui, ni pour nous), chose parfaitement marxiste.

La position de l'opposition ouvrière consistait justement en une conception "immédiatiste" de l'économie soviétique et dans une thèse aussi naïve que fautive: on peut instaurer le socialisme dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel moment si on laisse faire les ouvriers, si on leur permet de gérer seuls la vie économique. Lénine rapporte cette position de la façon suivante: "la tâche d'organiser la production dans la nation revient au Congrès des producteurs de toute la Russie, réunis en syndicats de production, lesquels élisent un organe central qui dirige toute l'économie nationale de la république".

Laissez faire encore un peu Nikita Khrouchtchev et vous verrez qu'avec ses sovnarcos il adoptera cette vieille proposition avec l'aggravante qu'il ne s'agira pas de syndicats nationaux, mais seulement de syndicats régionaux de production. Au lieu de considérer la conquête du contrôle de l'économie nationale comme un simple tremplin vers celui de l'économie internationale, tous ces gens s'enferment dès qu'ils le peuvent dans des limites régionales et locales afin de poursuivre leur marche imbécile vers les autonomies; cela n'aura jamais d'autre résultat que d'encourager des initiatives et des entreprises de nature capitaliste.

Il ne nous intéresse pas ici de retracer toute l'histoire de la gestion économique en Russie et nous marquerons seulement que le X^e Congrès fut celui où Lénine fit son "Discours sur l'impôt en nature", démontrant que ce qui était à l'ordre du jour n'était pas le passage au socialisme mais le passage au capitalisme d'Etat et même, pour qui sait voir en marxiste, celui de la production marchande moléculaire au capitalisme privé. Cette position rigoureuse remettait tout en place alors que l'infâme opportunisme réintroduisait partout une honteuse confusion.

Il nous importe seulement de démontrer comment les arguments de Lénine contre la proposition d'une économie gérée

par les producteurs sont exactement les mêmes que ceux de Marx et d'Engels dont nous nous servons dans notre lutte contre les déformations syndicalistes et anarchistes toutes récentes et qui affleurent même dans les positions de groupes ne croyant ni à Staline, ni à Togliatti, ni à Thorez, ni même, semble-t-il à Khrouchtchev (mais croyant dur comme fer à Tito).

Les syndicats de production font la même fin sous les coups de Lénine que les coopératives de Lassalle

Nous citerons quelques passages de ce discours :

" Idées complètement fausses du point de vue théorique...
" rupture complète avec le marxisme et le communisme....
" Contradiction avec la science pratique des révolutions
" semi-prolétariennes (à méditer!) et de la révolution
" prolétarienne actuelle ".

" En premier lieu le concept de producteurs embrasse le
" prolétaire, le semi-prolétaire, et le petit producteur
" de marchandises; de cette façon on s'écarte radicalement
" du concept fondamental de la lutte de classe et de la
" nécessité fondamentale de distinguer nettement les
" classes (à méditer six fois en pensant aux blasphèmes
" de Staline et à ceux du XX° Congrès et également aux
" enthousiastes des récents mouvements polonais et hon-
" grois).

" Compter sur les masses sans parti ou flirter avec elles
" (Quadrifoglistes, barbaristes avides de démagogie mais
" qui n'avez personne à qui bourrer le crâne, levez-vous!)
" constitue une déviation non moins radicale du marxisme".

Et c'est Lénine qui parle, dont, rivalisant avec les staliniens, vous voulez qu'il ait découvert la ressource infail-
lible d' "aller aux masses" !

" Le marxisme enseigne (et ici Lénine cite les confirma-
" tions des Congrès mondiaux) que seul le parti politique
" de la classe ouvrière c'est à dire le parti communiste
" est en mesure de regrouper, d'éduquer et d'organiser
" l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses
" travailleuses, la seule capable de résister aux oscil-
" lations petites-bourgeoises de ces masses, aux traditions

" et aux retours inévitables de l'étroitesse de catégo-
rie et des préjugés professionnels que l'on rencontre
dans le prolétariat ".

Dans ce passage qui met en évidence l'infériorité de toutes les organisations immédiates par rapport au parti politique et les graves risques qu'elles courent dans les contacts inévitables avec les classes semi-prolétariennes et petites-bourgeoises, Lénine conclut encore une fois que " sans la direction politique du parti, la dictature du prolétariat est irréalisable ".

Dans ce même texte, Lénine dément que le programme de 1919 du parti russe ait attribué des fonctions de gestion aux syndicats. En effet, certaines phrases du programme parlaient de gestion de toute l'économie nationale, mais " comme complexe économique unique" et de " lien indissoluble entre l'administration étatique centrale, l'économie nationale et les masses travailleuses" comme un but à rejoindre, à la condition que les syndicats " se libèrent toujours plus de l'étroitesse corporative, en recrutant la majorité et peu à peu la totalité des travailleurs ".

SYNDICATS ET CAPITALISME D'ETAT

La question des syndicats et de la gestion économique centrale de l'Etat reviendra au premier plan en Russie, et même dans le monde entier parce qu'elle constitue une position de repli commode pour le capitalisme moderne de tous les pays, Amérique en tête.

Le critère "léniniste" dans cette question est que les syndicats suivent avec retard et difficulté les stades déjà rejoints par le parti politique révolutionnaire, et que si on les abandonne à eux-mêmes ils se replient sur des positions petites-bourgeoises et sur une collaboration avec l'économie bourgeoise.

Au stade social de la Russie de 1919 et de 1921, où l'on était au point le plus bas de la courbe d'industrialisation et aux premiers essais, d'ailleurs défectueux, de gestion de l'industrie tout récemment enlevée aux capitalistes privés, il est évident que le parti communiste pouvait trouver un fort appui dans les syndicats des ouvriers industriels à condition

qu'ils ne fussent pas autonomes, mais fortement influencés par le parti lui-même, et même, comme Trotsky le soutint en 1926, considérés comme des organes de l'Etat centralisé.

La question est bien claire si l'on songe qu'à ce stade nous sommes en présence d'une étatisation de l'industrie mais non d'une industrie et d'une économie socialiste. L'Etat gère l'industrie enlevée sans indemnités aux personnes privées et aux trusts, selon un système économique mercantile fondé sur l'entreprise; même si le dit Etat a une base de classe et conduit une politique mondiale socialiste, cette société industrielle reste du capitalisme d'Etat et non du socialisme. Il n'est pas nécessaire que se produise ce qui s'est effectivement produit en Russie dans les décades suivantes pour que l'on puisse caractériser la forme capitaliste existante comme capitaliste, c'est à dire que l'Etat perde son contenu politique socialiste et son contenu de classe prolétarien, ce qui est le cas quand au lieu de se consacrer à susciter la révolution dans les Etats bourgeois du monde, il conclut avec eux des alliances de guerre en même temps que des accords électoraux et gouvernementaux avec les partis bourgeois et démocratiques, et quand enfin il subordonne à l'intérieur de la Russie les intérêts de classe des véritables prolétaires des villes et des campagnes aux intérêts de classe petits-bourgeois et paysans.

Nous pouvons ainsi nous demander quel est le rôle du syndicat dans la phase du capitalisme d'Etat. Si l'Etat est dirigé par un parti qui ne mène pas et même contrecarre la politique de la révolution prolétarienne mondiale, le système économique mercantile, monétaire et salarial fondé sur l'entreprise justifie l'existence des syndicats comme organes de défense des conditions de travail; alors la partie adverse n'est autre que l'Etat patron, l'Etat donneur de travail. Même dans une telle situation, la formule utile n'est pas l'attribution de la gestion administrative centrale aux syndicats, mais la direction de ceux-ci par un parti politique prolétarien capable de soulever à nouveau la question de la conquête du pouvoir central. Lorsque ce parti n'existe pas, ou, comme en Russie, s'il n'en reste que la carcasse réduite à un instrument de l'Etat capitaliste, on retombe dans l'esclavage du salariat, dont on ne sortira historiquement ni par les efforts de groupes ouvriers autonomes tendant à s'emparer du contrôle de secteurs donnés de la production, ni par une stupide réédition de la révolution libérale (c'est tellement vrai, qu'en Russie c'est l'Etat de Khrouchtchev qui est en train de la faire!). Si une telle désagrégation se produisait, c'est à

dire si ces secteurs se détachaient les uns des autres, ils tomberaient au pouvoir de capitaux privés et en tous cas dans les serres du capital international.

Au contraire, dans une phase où le capitalisme représente un pas en avant décisif, c'est à dire où le pouvoir politique central travaille historiquement à étendre la révolution internationale, les syndicats, à moins de devenir des organes défaitistes qui devront être réprimés, doivent apprendre du parti de classe, de l'authentique parti des travailleurs industriels salariés du monde entier, à obtenir de la classe qui a donné dans l'insurrection des preuves de sa valeur et de sa générosité qu'elle offre du travail, du surtravail et de la plus-value pour la révolution, pour la guerre civile, pour les armées rouges de tous les pays, pour les munitions du conflit social de classe, dans quelque pays qu'il se produise.

Même dans ce cas historique, la revendication du produit intégral du travail aux salariés serait non seulement anti-économique et anti-sociale mais encore défaitiste à l'égard de la tâche écrasante que l'histoire impose à la classe ouvrière, et à elle seule; provoquer par les armes la naissance de la société nouvelle. La réalisation de cette tâche s'échelonne sur des siècles d'histoire et de tourments, et elle est le contraire des superstitions chères à l'école des comptables et des marmitons ouvriéristes, c'est à dire des "immédiatistes" dont chaque génération veut pouvoir mettre la main immédiatement sur le bénéfice de l'affaire qu'elle a faite en se "confédérant autonomement".

La forme d'organisation par entreprises.

L'examen que nous avons fait d'une gestion syndicale de la société succédant au capitalisme telle qu'elle est conçue par cette espèce d'"immédiatistes" que sont les syndicalistes, fait apparaître nettement les défauts, beaucoup plus graves encore, de la forme du "Conseil d'usine". Les premières manifestations de renouvellement de ce mythe se produisirent à l'époque des Congrès des commissaires des départements de la grande Fiat qui eurent lieu à Turin et de la revue de Gramsci "l'Ordine Nuovo". Dès cette époque, le courant de la Gauche italienne avertit du danger et, si elle salua l'"Ordine Nuovo" dans la mesure où il descendait dans l'arène contre l'opportu-

nisme menchévique des syndicats italiens traditionnels et contre l'inconsistance du parti socialiste qui, en cette année 1919, se vantait d'être ami du bolchevisme, elle le mit en même temps en garde contre cette déviation. Avec la clarté qui lui était propre et qui ne se démentit jamais Gramsci avait donné à son journal le titre qui convenait au philosophe idéaliste et à l'interventionniste qu'il était au début de son évolution idéologique. Il ne parla pas de la classe nouvelle qui doit s'emparer de la domination politique, ni du nouvel Etat de classe et n'accepta que progressivement les directives sur la dictature du parti et, au-delà des limites de l'usine, la vision radicale du marxisme sur tous les rapports existants dans le monde humain et naturel. Il reconnut lui-même le fait au Congrès de Lyon en 1926: nous préférons toujours ceux qui apprennent de nouveaux chapitres du marxisme à ceux qui les oublient. En 1919, Gramsci avait à peine dépassé une appréciation qui voyait dans la révolution russe le renversement du déterminisme et le miracle de la volonté humaine violant des conditions économiques hostiles. Le fait de voir Lénine ce "faiseur de miracles" défendre le déterminisme marxiste le plus rigoureux, ne resta pas sans effet sur lui: ni le maître ni l'élève n'étaient des produits de série. Quoi qu'il en soit il eut raison d'appeler Ordine Nuovo le système des Conseils (qui était une construction idéale et presque littéraire, ou mieux artistique), parce que le prolétariat s'y érigeait sur une base immédiate en un nouvel Ordre, comparable à ceux d'avant la révolution libérale comme les trois états de la société française du XVIII^e siècle

Tous les "immédiatistes" que nous avons passés en revue ont trahi la revendication de l'exercice de la dictature par la classe, qui consiste à supprimer les classes et non pas à se constituer en Classe Unique, à s'élever mesquinement au rang de Quart Etat. L' "immédiatiste" a toujours besoin de décrire le nouveau à partir d'une simple photographie de l'ancien. Gramsci donna à son "immédiatisme" le nom de concrétisme; il avait emprunté ce terme à des intellectuels bourgeois ennemis de la révolution : il ne remarquait pas, et nous étions bien peu à lui faire remarquer, que tout concrétisme est contre-révolutionnaire. Mais si l'humanité n'avait pas eu d'autres ressources que celle de l' "immédiatisme", elle n'aurait pas su que la terre est sphérique et mobile, que l'air a un poids, ainsi que les corps célestes, qu'existent les atomes d'Epicure, les particules infra-atomiques des modernes, la relativité de Galilée et celle d'Einstein, et elle n'aurait pu prévoir aucune révolution.

Gramsci ne savait pas que dès 1847 et la Misère de la philosophie anti-proudhonienne de Karl Marx nous avions laissé derrière nous le concept d'Ordre; et ce n'était pas parce qu'il n'avait pas lu, étant donné qu'il avait le malheur d'être un de ceux qui lisent tout.

" Peut-on supposer qu'après la disparition de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant en un nouveau pouvoir politique ? NON "

Il aurait suffi à tous les contradicteurs d'avoir lu ce seul monosyllabe :

Et pourquoi non ? " La rédemption de la classe travailleuse est l'abolition de toute classe, de la même façon que la rédemption du Tiers-Etat, de l'Ordre de la bourgeoisie fut l'abolition de tous les Etats, de tous les Ordres.

Depuis, beaucoup de générations ont passé et trois Internationales sont nées et sont mortes; nous avons vu tous ceux qui voulaient monter plus haut que Marx et que Lénine entreprendre leur ascension; très peu sont arrivés même approximativement à la hauteur de l'Incorruptible, le bourgeois Maximilien Robespierre qui depuis cent soixante-dix ans repose sur la pierre tombale de tous les Ordres

Marxisme et économie des Conseils

L'antithèse entre marxisme et gramscisme nous intéresse non tant pour l'histoire de la polémique qui nous opposa à lui que du fait que des groupes staliniens désorientés et de pâles épigones voudraient actuellement revenir à ses mots d'ordre. Nous allons rechercher dans les textes la preuve qu'il s'agit de deux courants inconciliables.

L'entreprise locale autonome est la plus petite des unités sociales imaginables. Elle unit les 2 limitations respectivement propres à la catégorie professionnelle et à la circonscription locale, même si elle a éliminé le privilège et l'exploitation, en distribuant l'insaisissable valeur totale du travail. A peine est-on sorti de ses étroites limites que l'on tombe sur la preuve du marché et de l'échange et, dans la pire forme, sur l'anarchie économie capitaliste qui engloutit tout.

Dans ce système des Conseils dont Parti et Etat sont absents qui donc, avant que l'élimination des classes soit un fait accompli, réglera les fonctions non strictement de technique productive et, pour se limiter à un point, qui entretiendra ceux qui ne feront pas partie d'une entreprise, ceux qui seront sans travail ? L'accumulation aura beaucoup plus de chances de recommencer (à supposer qu'elle se soit jamais arrêtée) comme accumulation d'argent, de stocks formidables de matières premières et de produits déjà ouvrés que dans un système alvéolaire de communes ou de syndicats. Dans ce système hypothétique existera le maximum de conditions pour transformer une épargne lente et dissimulée en capital dominateur.

L'obstacle, c'est l'existence de l'entreprise, et non pas le fait qu'elle ait un patron. Comment écrira-t-on les équations économiques entre entreprises, surtout quand les grandes étoufferont les petites, quand des entreprises à basse productivité et d'autres qui auront accaparé des dispositifs permettant d'augmenter la leur, existeront en même temps que des entreprises employant des instruments de production conventionnels et d'autres l'énergie atomique ? Né comme tous les autres d'un fétichisme de l'égalité entre individus et de la justice et de l'horreur ridicule du privilège, de l'exploitation et de l'oppression, ce système leur permettrait de fleurir plus encore que la société civile courante, si faire se peut.

Vous ne voulez pas croire que les grands mots de privilège et d'exploitation ne se trouvent pas dans notre dictionnaire marxiste ?

Reprenons la Critique du Programme de Gotha. Marx s'en prend entre autres au passage contenant les idioties lassalliennes sur l' "Etat libre" et la "loi d'airain des salaires" qui finit, dit-il (et Engels le redira ailleurs) par une vague formule rodontante qui est la suivante : "le parti s'efforce d'abolir l'exploitation dans toutes ses formes et d'éliminer toute inégalité sociale et politique ". (Ici, c'est bien le cas de dire : qui n'a pas péché jette la première pierre).

Il faudrait dire, écrivent Marx et Engels :
" avec la suppression des différences de classe disparaît
" d'elle-même toute inégalité sociale et politique résul-
" tant de ces différences " .

Même si on laisse de côté la longue note critique qui

réduit la répartition égale aux insinuations des économistes bourgeois selon lesquelles les socialistes ne suppriment pas la misère, mais la généralisent à tous les hommes, cette formulation scientifique suffit à faire justice de toutes les revues que l'on écrit sur le contenu du socialisme comme philosophie de l'exploitation, et ceci, hélas, dans les années de grâce 1956-57 !

Dans ce paragraphe, Marx traite aussi la question de la vision limitée de Lassalle (qu'il fait significativement remonter à Malthus que les écoles anti-marxistes américaines du bien-être remettent actuellement à la mode) pour lequel le socialisme entrerait en lutte simplement parce que le salaire ouvrier serait bloqué à un niveau trop bas, alors qu'il s'agit au contraire d'abolir le salaire parce que c'est " un système d'esclavage d'autant plus dur que les forces sociales de productivité du travail sont plus développées que le salaire touché par l'ouvrier soit haut ou bas ".

Messieurs de lécole du bien-être, même en admettant que le capitalisme puisse augmenter sans limites le bien-être moyen, nous lui confirmons notre prévision historique : la mort !

Mais le standard de la grande Fiat semblait à Gramsci celui d'un ordre noble en comparaison de l'existence abandonnée du berger Sarde abruti (1), plus vil que le Quart-Etat. Dans le plan quinquennal de modèle soviétique dont nous fîmes cadeau à la Grande Fiat, nous avions prévu que le chiffre d'affaire de 1956 aurait augmenté de 15.7 % par rapport à celui de 1955 qui s'élevait à 310 milliards . Il aurait donc dû atteindre 358 milliards. Bien que seulement 340 milliards aient été annoncées, le capital nominal s'est élevé de 76 à 100 milliards, c'est à dire qu'il a augmenté de 32% en deux ans (2).

(1)- Gramsci était originaire de Sardaigne

(2)- Cf. la brochure "Dialogue avec les Morts ".

C O N C L U S I O N

Les "immédiatistes" sont tous ceux qui se méfient des formes Parti et Etat qu'avec Marx et Lénine nous considérons primordiales dans la Révolution. Au cours de notre confrontation de leur "vision" de la société future avec la vision socialiste et Marxiste, nous ne nous sommes pas arrêtés à la distinction fondamentale entre stade inférieur et stade supérieur de la société socialiste que Lénine, partant du raccourci de Marx a rendue classique.

Toute la supériorité de la forme économique dans laquelle production et répartition se font à partir de la société et pour la société, à l'échelle de la société et non de "secteurs autonomes" dépendant des "camps de concentration" capitalistes actuels que sont les métiers, les entreprises, les juridictions même nationales, dont nous ferons un jour sauter tout le réseau est évidente au stade le moins avancé théorisé par Marx.

Au stade inférieur, les différences de classe ne sont pas encore toutes supprimées; on ne peut donc pas parler d'abolir l'Etat; les traditions pathologiques de la civilisation des Ordres, dont la bourgeoisie fut le troisième et dernier, survivent; la ville et la campagne sont encore séparées; la division sociale des fonctions, la séparation entre travail manuel et intellectuel, science et travail, ne sont pas encore abolies.

Mais, dans le domaine économique, les secteurs fermés sont déjà en train de se fondre dans le creuset unitaire de la société; la partie est déjà perdue pour les petites communes, les fédérations syndicales et l'organisation par entreprises, auxquelles on n'a même pas accordé une existence transitoire.

Dès le moment où nous avons à faire avec " une société communiste, telle qu'elle sort à peine du sein de la société capitaliste", il n'y a plus de place pour un marché auquel accéderaient des secteurs isolés et ceints de fils de fer barbelés.

" Dans le sein d'un régime social communautaire fondé
" sur la propriété commune des moyens de production, les
" producteurs n'échangent plus leurs produits, et le

" travail incorporé dans ceux-ci n'apparaît plus comme
" valeur de ceux-ci (c'est Marx qui souligne), mais
" comme une qualité réelle possédée par eux puisque
" désormais, à l'inverse de ce qui arrive dans la société
" capitaliste ce n'est plus par la voie d'un cerce vi-
" cieux (comme ce serait le cas dans le système des com-
" munes, des syndicats et des Conseils) mais directement
" que le travail de l'individu devient parti intégrante
" du travail de la communauté ".

Ainsi donc, même au stade inférieur du communisme, la société est déjà sortie du stade mercantile. L'individu ne peut rien se procurer ni s'attacher, à lui ni à sa famille, au moyen de l'argent. Un bon inaccumulable de courte validité lui donne droit exclusivement à des produits de consommation dans une limite encore restreinte et calculée à l'avance. Notre conception de la dictature (d'abord, et ensuite d'une rationalité sociale et d'espèce) sur la consommation implique que le bon ne portera pas mention d'une quantité donnée de francs (que l'on pourrait ensuite convertir tous en tabac ou en alcool, au lieu de lait et de pain !) mais de produits déterminés, tout comme les "cartes de ravitaillement" du temps de guerre.

Seul survivra un certain droit bourgeois parce que les quantités consommées seront liées à la mesure du travail prêté à la société, une fois faites les déductions bien connues d'intérêt général et parce que le calcul dépendra des disponibilités et non exclusivement de l'utilité et des besoins.

Il n'y aura plus de loi de la valeur permettant de confronter deux produits; ceux-ci seront dans la masse de la production sociale, contrairement à ce qui se passerait s'ils provenaient de communes "autonomes", de syndicats ou d'entreprises à comptabilité en partie double. Seul subsistera un dernier lien entre la quantité de travail fournie et la consommation individuelle quotidienne.

Une citation saisie au vol nous donnera l'occasion de clarifier ce concept. Quelqu'un qui, comme on va le voir, est un "fleur d'immédiatiste" a écrit en effet: "dans l'économie socialiste, le marché reste, mais on peut voir qu'il sera limité aux produits; le travail n'y sera plus une marchandise". De tels gens sont parfois utiles : il suffit de renverser leur formule pour dire justement des choses justes. La vérité est la suivante:

" dans l'économie socialiste il n'y aura plus de marché", et mieux encore : " l'économie est socialiste quand il n'y a plus de marché". A un premier stade, cependant, " une seule quantité économique sera mesurée comme marchandise : le travail humain ". Au stade supérieur, le travail ne sera plus qu'un mode de vie de l'homme, et seulement une joie pour lui. Marx dit mieux : "le travail sera le premier des besoins vitaux."

Pour enlever au travail de l'homme sa qualité de marchandise il faut détruire tout le système du marché ! N'est-ce pas là le premier mot de Marx à Proudhon ?

Le journal demi-marxiste qui su critiquer l'énormité ci-dessus a toutefois concédé à son auteur la justesse d'une autre thèse singulière qui malheureusement est très répandue et qu'il nous faudra démolir dans une autre étude : pour pouvoir abolir le marché, il faut que les forces productives augmentent encore beaucoup. Cela est absolument faux : pour le marxisme, elles sont déjà trop développées.

On pourrait nous citer le Manifeste des Communistes qui pose comme une des tâches du prolétariat ayant conquis la suprématie politique celle d' "augmenter avec la plus grande rapidité possible la masse des forces productives"

Or en 1848, la structure capitaliste anglaise complètement développée avait déjà fourni à Marx les bases pour soutenir doctrinalement et même historiquement la possibilité d'une économie socialiste. Pour l'Europe continentale, il ne renonçait pas à l'idée de la conquête du pouvoir prolétarien, et il pensait que très rapidement une Europe politiquement prolétarienne aurait porté les forces de production au niveau existant déjà en Angleterre.

Depuis lors, notre construction de principe qui présente les caractères du socialisme comme antagoniques sur tous les fronts à ceux du capitalisme industriel et mercantile est complète. S'il y a un siècle, il s'agissait de développer avec la plus grande rapidité les forces productives aujourd'hui, en pleine éléphantiasis industrielle, la plus grande rapidité est nécessaire..... pour l'abattre.

Lorsque dans sa critique au programme allemand de 1875 Marx parle " d'augmentation des forces productives", il la pose

comme base du stade supérieur, c'est à dire d'une consommation sans limites sociales dues à une production insuffisante, et non comme une condition nécessaire pour la fin du mercantilisme général et de l'anarchie capitaliste.

De même, le programme de 1891 dans une phrase qui est certainement du grand Engels, disait : déjà les forces de production sont devenues trop grandes, pour que la forme de la propriété privée soit conciliable avec leur sage emploi.

Il est plus que temps de plier les monstrueuses forces de production capitalistes sous une dictature régissant production et consommation. C'est simplement une question de force révolutionnaire pour la classe sur l'existence de laquelle pèse une incertitude croissante, même si - ce que Marx n'a jamais nié - le bien-être s'accroît. Cette incertitude plane comme une menace sur la société toute entière, et dans quelques dizaines d'années elle prendra la forme d'une alternative entre crise mondiale et guerre, ou révolution communiste internationale.

Et la question de force révolutionnaire c'est celle de la reconstruction de la théorie révolutionnaire d'abord, de la reconstruction du parti communiste sans frontières, ensuite.

LES GRANDS TOURNANTS DU CAPITALISME RUSSE

L'expulsion du "groupe anti-parti" de Molotov, Malenkov, Kaganovitch et Chepilov du comité central du P.C. de l'Union Soviétique a provoqué une avalanche de jugements dont le moins aventuré nous semble être celui de Georges Bidault, ex-ministre des Affaires Etrangères. Deux jours après l'évènement, celui-ci déclarait en effet : " par la manoeuvre de l'autre jour, Khrouchtchev a sanctionné la fin de l'époque purement révolutionnaire. Ainsi, celle-ci aura duré une quarantaine d'années, c'est à dire exactement une génération, comme il était historiquement normal ".

Un mouvement révolutionnaire ne se laisse pas enfermer entre deux dates historiques comme un tronçon de route entre deux bornes kilométriques. Ceci mis à part, il nous semble juste de définir le Khrouchtchevisme comme la phase de clôture de la révolution russe dont nous allons voir ci-dessous ce qu'elle fut. La liquidation définitive du stalinisme réalisée au XX^e Congrès dans le domaine idéologique et parachevée le 3 Juillet dernier grâce à l'anéantissement politique du courant qui, au sein du P.C.U.S. en perpétuait les méthodes met vraiment terme à la période révolutionnaire de la Russie moderne. Bien entendu, nous définissons la Russie moderne comme un Etat et une Société capitalistes, et par conséquent, la longue période de quarante ans s'insère entre l'époque féodale et l'époque du capitalisme stable. Le Khrouchtchevisme administre non plus une révolution, mais l'héritage d'une révolution. C'est de la même façon qu'en France les gouvernements qui liquidèrent le jacobinisme révolutionnaire n'administraient plus, eux non plus, une révolution, mais seulement la société nouvelle qui en était issue : chose bien différente. Développant la comparaison avec la grande Révolution française, nous pourrions dire que le Khrouchtchevisme représente pour la Russie la période d'après la Convention, c'est à dire celle où, ayant remporté une victoire complète sur l'ennemi interne, l'Etat né de la révolution est devenu capable d'affronter l'ennemi extérieur; ainsi, la nouvelle société finalement libérée des dangers qui pesaient sur son existence même, pouvait aborder avec une tranquillité relative les problèmes inhérents à son développement.

L'arrogance des partisans de Khrouchtchev s'explique par le fait que l'Etat russe n'a plus besoin des moyens et des méthodes révolutionnaires pour se maintenir et durer.

En tant qu'expression d'un type historique donné de société, l'Etat naît de la révolution qui détruit l'ordre social et politique préexistants. Mais ce n'est pas par de nouveaux actes révolutionnaires qu'il assure sa conservation. Car une fois liquidées les résistances des couches sociales chassées du pouvoir, celle-ci dépend uniquement de la passivité des classes opprimées de la nouvelle société. En Russie, ces conditions sont réalisées : comme le démontre le triomphe de l'industrialisme, les résistances des anciennes couches pré-bourgeoises ont été brisées depuis longtemps. Quant au prolétariat industriel, classe exploitée de la nouvelle société russe, il apparaît comme complètement soumis à la politique de l'Etat. En d'autres termes, l'Etat russe n'est plus un Etat en devenir, mais un Etat "parvenu".

Ce que des gens comme Georges Bidault ne veulent à aucun prix comprendre, c'est que la période révolutionnaire qui est en train de se clore en Russie ressortit non au socialisme, mais au capitalisme. Les Khrouchtcheviens sont en train de démanteler le vieil appareil dont l'Etat russe s'était servi au cours de sa marche révolutionnaire. Après leur écrasante victoire sur les oppositions menées par le courant de Molotov et Malenkov, il est à présumer qu'ils procéderont très expéditivement. De même que le stalinisme a exprimé politiquement une phase où la révolution attaquait et bouleversait de fond en comble la vieille société, le khrouchtchevisme est l'expression politique de la phase où elle "exploite son succès". Mais aussi bien le stalinisme que le khrouchtchevisme relèvent d'une révolution qui est non pas prolétarienne et communiste, mais bourgeoise et capitaliste. Et il n'est pas non plus vrai que la période révolutionnaire qui est actuellement en train de se clore ait duré quarante ans, comme le prétend à la fin le politicien Bidault.

La révolution bourgeoise russe que, par commodité, nous appelons stalinienne, commença au moment où le bolchevisme léninisme qui "avait fait la révolution d'octobre" fut mis en minorité au sein du parti communiste russe pour être mis hors la loi par la suite, ce qui se produisit en 1926.

Les quarante ans d'histoire russe qui vont de 1917 à 1957 contiennent en réalité deux révolutions. Précisément : une révolution perdante et une révolution victorieuse. Comme tous les pionniers des diverses branches de la science, notre mouvement soutient une thèse que dans l'avenir même les manuels des classes élémentaires présenteront comme une donnée historique prouvée. Mais pour l'instant elle semble un paradoxe non seulement aux bureaucrates des partis communistes intéressés à répéter comme des perroquets ce qui convient à Moscou, mais même aux partis politiques qui se déclarent "ennemis" du "communisme" russe : nous ne serions pas de révolutionnaires si nos positions théoriques et politiques rencontraient l'approbation de tous ces gens là.

La révolution capitaliste russe s'est déroulée de façon absolument originale si on la confronte avec les révolutions capitalistes qui se produisirent en Europe aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Jamais dans le passé de telles révolutions ne bénéficièrent de la formidable poussée qu'en Russie la révolution prolétarienne exerça sur la société pré-bourgeoise. Si l'on nous permet une comparaison un peu audacieuse, il s'est produit sur le plan de la dynamique historique la même chose que dans le lancement de fusées à deux éléments où la poussée initiale est fournie par un réacteur qui se détache du corps de l'engin à un certain point de sa trajectoire tandis qu'entre en action un second réacteur qui additionne la poussée du premier élément à l'énergie qu'il produit lui-même. Du point de vue du capitalisme, le stalinisme a le mérite d'avoir exploité aux fins de la révolution capitaliste la formidable énergie sociale libérée par la révolution prolétarienne d'octobre 1917. Il faut remarquer que dans les révolutions bourgeoises classiques d'occident, l'énergie physique de la classe ouvrière naissante joua un rôle historique important, mais il s'agissait de couches prolétariennes qui s'inséraient, sans des caractères propres bien définis, dans les grandes émeutes populaires. Au contraire, le prolétariat russe à la date de 1917 était déjà pour la première fois dans une grande révolution anti-féodale, organisé en classe autonome, étant donné qu'il possédait au sens marxiste son parti politique révolutionnaire doué d'un programme historique international. L'opération stalinienne devait être d'autant plus difficile à réaliser. Elle comportait en effet un travail inouï de falsification des principes théoriques et programmatiques du marxisme que Lénine avait restaurés au cours d'une lutte acharnée contre les révisionnistes européens. Tandis que la politique de l'Etat russe se développait dans le sens d'un nouveau révision-

nisme pire encore que le précédent, tant dans le domaine social et économique que dans le domaine international, il fallut la faire apparaître conforme à l'orthodoxie léniniste. L'affaire n'était pas facile si l'on pense que le parti communiste russe comptait des marxistes de premier ordre comme Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine et Rykov, et qu'ils passèrent à l'opposition contre Staline et son courant, non tous ensemble, il est vrai, mais les uns après les autres.

Si la révolution capitaliste russe versa plus de sang et exerça une plus grande terreur que celles qui l'avaient précédée dans l'histoire c'est justement parce que le stalinisme n'eut pas seulement à lutter pour extirper les résistances que l'ambiance russe séculaire opposait à ses plans de production mégalomanes, mais surtout pour réduire au silence et détruire ce qui restait de la révolution prolétarienne, c'est à dire l'opposition que les militants restés fidèles au marxisme menaient contre la trahison stalinienne tant à l'intérieur qu'internationalement.

Le stalinisme est le premier exemple historique - et il restera probablement le seul - d'une révolution capitaliste qui se trouve à devoir simultanément combattre l'inertie historique des formes de production héritées de la féodalité et pré-bourgeoises (qui en Russie deux années avant l'apparition de la menace stalinienne était représentée par les forces blanches engagées dans une guerre civile ouverte visant à renverser le pouvoir bolchevick) et le prolétariat communiste sorti de la révolution politique. En effet le prolétariat russe qui était déjà organisé en parti politique au moment de la première attaque aux institutions tsaristes s'était aussi organisé en classe dominante, bien que les formes sociales aient encore conservé la structure arriérée et presque médiévale. Du fait de ces conditions historiques originales, le stalinisme fut une révolution si on le considère du point de vue de la réaction féodale. Et une contre-révolution si on le considère du point de vue de la révolution prolétarienne. Mais il serait anti-historique d'assimiler la contre-révolution stalinienne à tant d'autres exemples de répressions anti-prolétariennes, comme, pour n'en citer qu'un seul exemple, la contre-révolution que Versailles a conduite aux dépens de la Commune de Paris de 1871. En effet, les chefs contre-révolutionnaires à la Thiers opéraient dans le sens de la conservation du capitalisme et de la sauvegarde de l'Etat bourgeois menacés par l'insurrection du

prolétariat local. Ils s'appuyaient sur une société bourgeoise consolidée depuis longtemps et sur un capitalisme développé. Sous Staline au contraire, ni les fondements économiques du capitalisme, ni les structures sociales bourgeoises que nous voyons aujourd'hui s'y diffuser rapidement n'existaient encore en Russie. En quoi consista donc la contre-révolution stalinienne ?

L'Etat dictatorial né de la révolution d'octobre 1917 était prolétarien et communiste puisqu'il s'appuyait sur le prolétariat en armes et reposait sur un programme anti-capitaliste. L'objet de la dictature du prolétariat étaient les classes réactionnaire et bourgeoise; l'objet des transformations économiques post-insurrectionnelles étaient les rapports existants de production. Mais il n'existait pas de classe bourgeoise développée en Russie, et le capitalisme lui-même ne débordait pas quelques rares "îlots" industriels maintenus en vie grâce aux prêts consentis par le Capital étranger, ce qui se manifestait politiquement par l'alliance entre la Russie et les puissances d'Europe Occidentale. La bourgeoisie à exproprier, le capitalisme à détruire, bref la cible à atteindre se trouvait hors des frontières russes. Il était inconcevable que le socialisme puisse s'instaurer dans un pays arriéré comme la Russie où manquaient même les bases industrielles. On ne pouvait davantage imaginer que la dictature prolétarienne puisse se maintenir indéfiniment dans une ambiance économique autre que celle qui aurait résulté de transformations des structures économiques dans un sens anti-capitaliste, c'est à dire abolissant l'unité "entreprise"; le commerce, la monnaie. Dans de telles conditions, la politique de l'Etat prolétarien ne pouvait être différente de celle que les textes marxistes avaient définie depuis longtemps. Elle devait tendre de toutes ses forces à la révolution mondiale, ou du moins à l'extension de cette révolution aux principaux Etats capitalistes d'Europe. C'est sur ces principes que l'Internationale Communiste fut fondée.

La contre-révolution stalinienne a pris son visage propre en refusant d'accepter le caractère internationaliste de la révolution prolétarienne. Renversant totalement la thèse centrale du léninisme qui subordonnait l'instauration du socialisme en Russie à la victoire de la révolution communiste dans les principaux pays capitalistes du monde, le stalinisme fit un postulat de la thèse selon laquelle il était possible

" d'édifier le socialisme dans un seul pays". Il prétendit démontrer sur le plan théorique que le socialisme pouvait être introduit en Russie, même si le capitalisme restait sur pieds dans le reste du monde, et même si l'appui que le prolétariat victorieux dans les pays capitalistes d'Europe aurait pu apporter aux camarades russes, venait à manquer. C'était là renier absolument les principes marxistes et les traditions de la révolution léniniste et vider la III^e Internationale de son contenu politique.

Ainsi, un des principes essentiels du programme de la révolution prolétarienne : le caractère international de la gestion du pouvoir politique et des transformations économiques post-insurrectionnelles, un principe sur lequel Lénine avait fondé une polémique mémorable contre les sociaux patriotes et les opportunistes de toutes nuances devenait une simple "question" de controverse intérieure au sein du P.C. russe et de l'Internationale. Cette question sépara nettement les marxistes des staliniens et provoqua la scission dans le mouvement ouvrier. La lutte eut son épilogue à la 7^{me} session de l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste. Jusqu'alors séparés, les courants de Trotsky et de Zinoviev surent retrouver une unité de front contre l'ennemi commun en conduisant une magnifique attaque critique contre le révisionnisme stalinien. Mais la lutte des marxistes devait se ressentir de façon négative de l'avantage remporté par le stalinisme avec sa mainmise sur la machine d'Etat, tandis que l'absence de révolution en Occident redonnait vie aux chacals opportunistes. C'est donc la thèse stalinienne qui prévalut. Les fruits de la victoire, c'est aujourd'hui, alors que nous parvenons de Russie les preuves irréfutables du caractère capitaliste des structures économiques, que nous les cueillons.

Le débat à l'Exécutif Elargi se produisit en décembre 1926 et c'est de cette époque que date le triomphe de la contre-révolution stalinienne. En acceptant la thèse stalinienne de la possibilité " d'édifier le socialisme dans un seul pays", l'Internationale Communiste mettait son programme révolutionnaire au rencart. Les contre-révolutionnaires à la Thiers travaillaient au service d'un capitalisme national. En assassinant l'internationalisme prolétarien, les contre-révolutionnaires à la Staline firent plus : ils travaillèrent objectivement à la conservation et à la sauvegarde du capitalisme international. Ils ne pouvaient défendre un capitalisme qui n'existait pratiquement pas en Russie et ils se prévalurent de ce fait pour

cacheur leur véritable nature d'agents du capitalisme mondial. Ils ne pouvaient défendre un capitalisme russe pour cette bonne raison que c'était eux qui le tenait sur les fonts baptismaux. Même les épurations sanglantes des années 1936-38 qui traînèrent devant les pelotons d'exécution et jetèrent dans les camps de concentration des centaines de chefs et des dizaines de milliers de militants marxistes visèrent beaucoup plus à renforcer la position internationale de l'Etat capitaliste russe qu'à le consolider à l'intérieur. La Russie de Staline n'aurait pas pu rentrer dans les grandes alliances de guerre - d'abord avec l'Allemagne nazie, puis avec les impérialistes d'Angleterre et d'Amérique - sans ôter d'abord la vie à une opposition marxiste et révolutionnaire qui, bien que réduite à l'impuissance, continuait à représenter la tradition révolutionnaire d'octobre aux yeux de tous les porcs bourgeois du monde.

Le capitalisme fut définitivement implanté en Russie par l'impitoyable dictature stalinienne. Ce fut elle qui inaugura les plans quinquennaux et les conduisit à terme à l'aide de la violence et de l'extermination. Ce fut elle qui mena à son triomphe définitif la révolution industrielle capitaliste en entraînant le pays dans la seconde guerre impérialiste et en lui assurant des parts importantes dans la répartition du monde qui suivit le massacre mondial. Entre 1926 et 1946 se sont écoulés les vingt ans qu'il a fallu au capitalisme russe pour gagner la partie. A la mort de Staline, en mars 1953, le stalinisme n'était déjà plus, en tant qu'introducteur du capitalisme en Russie, qu'une survivance. La principale préoccupation des gouvernants russes n'était plus d'introduire, mais de conserver le capitalisme, qu'ils tentaient en vain de faire passer pour du socialisme. C'est en cela et seulement en cela que réside la différence et le prétendu antagonisme entre staliniens et khrouchtchviens.

Les conservateurs authentiques du capitalisme russe sont les gens de Khrouchtchev. Le tort des "derniers staliniens" à la Molotov est de s'obstiner à vouloir maintenir des instruments politiques et d'organisation qui servirent à l'Etat dans la phase d'attaque de la révolution industrielle capitaliste, c'est à dire les organes rigides de contrôle étatique sur l'industrie et le commerce. L'objet de la lutte entre le P.C.U.S. et l'opposition stalinienne est justement le sort du capitalisme d'Etat. Il serait naturellement naïf de vouloir trouver une référence même minime à la substance du problème dans les docu-

ments russes officiels et particulièrement dans la bulle d'excommunication qui a été lancée contre les nouveaux "traîtres". Nous sommes certains que dans l'avenir la structure réelle de l'économie russe ne pourra plus être dissimulée, mais pour le moment aussi bien les hommes de Khrouchtchev que ceux qui ont la "nostalgie" du stalinisme continuent à présenter le capitalisme d'Etat comme du socialisme.

Comme cela résulte du communiqué du comité central du P.C.U.S. l'opposition stalinienne faisait obstacle aux mesures récentes prises par les khrouchtcheviens en matière de décentralisation de la direction de l'industrie et refusait d'accepter l'abolition des livraisons obligatoires de denrées produites dans les kolkhoses comme entreprises coopératives et dans les lots familiaux des kolkhosiens. Leur défaite montre que c'est la tendance à limiter l'influence du capitalisme d'Etat et à favoriser les formes privées de la petite production qui prévaut. Tout ceci n'arrive naturellement pas par le libre-arbitre des adversaires en jeu, mais sous la poussée de la crise économique dont souffre la Russie du fait de l'énorme disproportion entre les rythmes de développement de son agriculture et ceux de son industrie, entre la production des biens de production et celle des biens de consommation.

Le khrouchtchevisme clôt une phase du capitalisme russe et en ouvre une autre : celle de son développement quantitatif et de sa conservation. La nouvelle force dominante, solidement ancrée au pouvoir, admise avec pleins droits dans l'assemblée internationale des pirates impérialistes peut se permettre de faire avec Khrouchtchev le "procès" des "horreurs" du stalinisme, pareille en cela aux bourgeoisies occidentales qui ont oublié depuis belle lurette que l'Etat bourgeois n'a pu naître que grâce aux exécutions en masse ordonnées par les Cromwell et les Robespierre.

Tandis que le capitalisme célébrait sa victoire en Russie et que l'herbe n'avait pas encore poussé sur les fosses des marxistes assassinés par les staliniens, le mouvement révolutionnaire marxiste jetait déjà les prémisses théoriques de la reprise. Tout compte fait, le marxisme sort renforcé du terrible bain de sang et de la mortelle attaque révisionniste du stalinisme. Chaque jour apporte une nouvelle confirmation de ses thèses. Les armes théoriques et critiques de la prochaine lutte révolutionnaire sont déjà prêtes. Nous le regrettons pour ces Messieurs à la Bidault, qui croient sérieusement que la fin de la période révolutionnaire russe est aussi la fin de toute révolution, en Europe et en Russie

EN MEMOIRE D'OTTORINO PERRONE

Le 17 Octobre 1957 est mort à Bruxelles Ottorino Perrone, internationaliste italien, communiste de la première heure, plus connu dans l'émigration sous le nom de Vercesi.

Disparu à soixante ans, Perrone était de ceux qui à la fin de la première guerre impérialiste mondiale, entraient à la fois dans la majorité civile et dans la lutte révolutionnaire. Le prolétariat venait alors de vaincre en Russie. L'Internationale Communiste allait se fonder. De Moscou, capitale rouge, des révolutionnaires prestigieux dénonçaient la trahison de la vieille social-démocratie pourrie d'Europe et appelaient les ouvriers à s'organiser politiquement pour renverser partout la bourgeoisie et instaurer le socialisme. L'alternative de la nouvelle ère historique ouverte en 1914 était posée: ou vaincre, ou succomber sous les coups d'une réaction qui n'épargnerait pas la Russie des Soviets, avant d'aller tomber par millions dans une nouvelle tuerie au profit du Capital. D'immenses bouleversements s'annonçaient. On pouvait se croire à la veille de la plus grande révolution politique et sociale de l'histoire.

A ce début exaltant, il n'est que trop facile d'opposer la fin amère du militant qui disparaît avant d'avoir pu assister à la reprise de classe qu'il appela si passionnément de ses vœux tout au long des noires années de la défaite. Il n'est que trop facile de mettre en contraste la fermeté de pensée, la foi et l'ardeur combattive de sa jeunesse, et le désarroi, le scepticisme, l'aveulissement des générations arrivées à l'âge d'homme dans un monde convulsé par l'approche, le déchaînement et les suites de la seconde guerre, et livré sans partage aux forces politiques de l'impérialisme.

Dans le chaos doctrinal qui règne en ce 40^{ème} anniversaire de l'Octobre russe, il est par contre beaucoup plus ardu de retrouver l'enchaînement fatal qui a conduit de la première époque à la seconde. Innombrables sont ceux, ouvriers comme intellectuels qui, possédant alors le fil d'Ariane irremplaçable de la vision révolutionnaire marxiste : REVOLUTION PROLETARIENNE OU SECONDE GUERRE IMPERIALISTE, se le laissèrent

arracher en succombant aux sollicitations de l'opportunisme, à la tentation de la révision, c'est à dire, en dernière analyse, en cédant à l'influence des classes ennemies du prolétariat. Or ce sont eux qui, pendant plus de trente ans, ont formé le gros du " mouvement ouvrier ". Comment la lumière pourrait-elle sortir de pareille tradition ?

Il faut rendre à Ottorino Perrone et à son courageux petit groupe de l'émigration italienne cette justice que jamais il ne lâchèrent le précieux "fil". Ils ne cessèrent pas davantage de lutter pour que les générations mal-nées, celles de la défaite, puissent s'en saisir à leur tour. Sans tradition de classe et de parti, la moyenne des individus rencontre, dans l'influence intellectuelle et morale multiforme que la classe dominante exerce au sein de TOUTE la société, un obstacle pratiquement insurmontable à la formation d'une vision révolutionnaire complète : maintenir une continuité, c'était donc gagner peut être des décades.

La réaction avait été - et est encore - si profonde qu'il n'a tenu qu'à un cheveu que cette continuité fût rompue. Elle ne l'a pas été complètement : c'est de cela que ses camarades étrangers sont reconnaissants à Ottorino. Quand ils le pleurent aujourd'hui, ils savent bien pourquoi ; c'est à la lutte qu'il a menée depuis 1927 dans l'émigration autour des revues PROMETEO et BILAN qu'ils doivent sans aucun doute le meilleur d'eux-mêmes.

o

o

o

Lorsqu'en 1927 Perrone prit, comme tant d'autres révolutionnaires italiens, le chemin de l'exil, un désastre pour longtemps irréparable finissait de s'accomplir. Toute l'Internationale en était frappée. Dès le début de 1926, en Italie, le courant marxiste radical qui, en 1921, avait donné à celle-ci sa meilleure section hors de Russie se trouvait réduit au silence, vilipendé, désorganisé par une série de mesures organisationnelles illégales. Comme il fallait s'y attendre Moscou rejetait son recours contre la fraction centriste, instrument du ravage qu'elle avait inspiré. Au cours de l'année 1927, en Russie, l'opposition qui résistait au nouveau cours du "socialisme dans un seul pays" dans la politique intérieure comme internationale du Parti russe était non seulement expulsée et bassement calomniée, mais arrêtée et déportée. En Novembre, son chef, le créateur de l'Armée rouge, était à son tour envoyé en exil. Dans tous les pays, une aile gauche sans homogénéité, mais

qui, en refusant de condamner Trotsky et l'opposition russe, gênait la liquidation du communisme, était flétrie et chassée.

L'orientation qui était en train de triompher, Trotsky la définissait en trois traits cinglants devant la Commission de Contrôle qui l'avait exclu : BAILLONNEMENT DU NOYAU PROLETARIEN - FRATERNISATION AVEC LES CONCILIEURS DE TOUS LES PAYS - CAPITULATION DEVANT LA BOURGEOISIE MONDIALE. Huit ans seulement s'étaient écoulés depuis la fondation de l'Internationale Communiste, née pour conduire à la victoire les révolutionnaires du XX^{me} siècle et EN TOUS CAS pour opposer son vivant et formidable obstacle au Capital sur la route sanglante de la guerre....

Pour affronter pareil désastre, il fallait aux militants une loyauté envers le prolétariat, un désintéressement un mépris de la popularité et même, devant les méthodes de voyou de l'adversaire, un courage absolument sans limites. L'expérience montra que ces vertus révolutionnaires ne fleurissent que très difficilement dans le terreau d'une société mercantile et individualiste : pour un Perrone qui choisissait sans balancer une vie laborieuse de salarié et la poursuite obscure d'une lutte difficile, combien de centaines de petits Togliatti optèrent, dans tous les pays, pour les postes de fonctionnaires en vue et pour la domestication politique ?

Il y fallait surtout une force de conviction qui pouvait moins encore relever de ressources purement individuelles que les qualités ci-dessus et que seule une forte tradition collective, une tradition de classe et donc de Parti, était en mesure d'engendrer.

Celle qui avait formé politiquement et moralement Perrone s'apparentait à la grande tradition révolutionnaire russe, par ce qui en avait été la caractéristique essentielle : LA LUTTE IMPITOYABLE CONTRE L'OPPORTUNISME. En Occident, c'était la seule tradition bolchevique. Elle l'avait prouvé par toute la préparation - qui remontait à 1915 - de la scission d'avec le réformisme et le centrisme social-démocrate de Serrati et par la fondation, en 1921, d'un véritable parti marxiste. Elle l'avait confirmé, aussi paradoxal que cela puisse paraître, justement par la lutte qu'elle mena de 1921 à 1926 contre la direction russe de l'Internationale.

Qu'opposait-elle en effet à la politique " du plus pressé " des bolcheviks d'après la victoire ? Rien d'autre que

les trois grands principes de la victoire bolchevique : parti sévèrement sélectionné - tactique sans compromis garantissant en cas de défaite, la possibilité de se préparer à de nouvelles batailles en même temps que l'intégrité de l'organisation et de son programme - stratégie invariable, parce que définie pour une période historique qui ne prendrait fin qu'avec la victoire totale du prolétariat.

A quoi tendait sa lutte ? A conjurer la renaissance d'un opportunisme qui, s'il l'emportait dans la III^{me} Internationale, aboutirait par la loi historique au même résultat fatal que l'opportunisme social-démocrate qui avait détruit la II^{me}. Que proposait-elle dans pareille éventualité ? Dès 1924, au V^{me} congrès mondial, le chemin de Lénine : la formation de fractions.

Le véritable bolchevisme avait changé de pays. Exposés au sommet du pouvoir à une terrible pression intérieure et extérieure des classes ennemies du prolétariat, les révolutionnaires russes n'étaient déjà plus en condition de reconnaître dans la jeune et courageuse Gauche marxiste italienne l'image de leur propre passé, et encore moins celle du communisme occidental de l'avenir. Mais les "marxistes" improvisés et les demi-communistes des autres Partis de l'Ouest le pouvaient encore moins. L'émigration italienne abordait donc la lutte à l'étranger dans un isolement complet

o
o o

" QUAND LA COURBE DE LA POLITIQUE DESCEND, LA BÊTISE S'INSTALLE DANS LA PENSÉE SOCIALE. LE PRÉCIEUX TALENT DE LA GÉNÉRALISATION POLITIQUE A DISPARU ON NE SAIT OU, SANS LAISSER DE TRACES ".

La courbe de la politique avait commencé à descendre avec la défaite prolétarienne de 1923 en Allemagne. Le désastre de 1927 ouvrait l'époque de la plus formidable bêtise collective de l'histoire. Le précieux talent de la généralisation politique s'était réfugié dans une minorité si restreinte que le gros du prolétariat ne pouvait plus en recueillir les bienfaits. Pratiquement, il avait disparu. Même chez Trotsky, qui avait formulé la remarque ci-dessus pendant la réaction d'après 1905, on n'en trouvera plus trace après 1927, en dépit de ses talents exceptionnels.

Sur le plan de la pensée, tous les reniements, tous les abandons étaient justifiés par l'argument imbécile que " tout était changé par la présence de l'U.R.S.S." Sur le thème éternel de l'opportunisme, il fallait donc affronter une variante nouvelle, surgie directement de l'histoire qui, en 1917, avait placé dans le camp politique du prolétariat international un Parti victorieux, et donc un pouvoir d'Etat.

Même coupée de sa direction par le triomphe du fascisme, l'émigration italienne de la Gauche regroupée autour d'Ottorino Perrone ne devait avoir aucune peine à le faire. Il lui suffisait de partir des deux puissantes GENE-RALISATIONS POLITIQUES qui avaient été à la base de toute la politique de sa tendance au sein de l'Internationale :

1.- Les caractéristiques de la politique communiste établies par Lénine bien AVANT la prise du pouvoir NE CHANGENT PAS dans la situation nouvelle où le prolétariat révolutionnaire compte parmi ses forces politiques non seulement des Partis en lutte pour le pouvoir, mais un POUVOIR COMMUNISTE.

2.- Le grand principe du MANIFESTE COMMUNISTE : les intérêts partiels et contingents du mouvement doivent être constamment subordonnés à ses intérêts généraux et finaux, s'étend au cas historique où l'intérêt partiel et contingent revêt les proportions grandioses d'un pouvoir communiste dans un pays immense.

La Gauche italienne ne souhaitait certainement pas la confirmation écrasante donnée à ses généralisations politiques par l'offensive centriste de 1926-27. Mais elle leur devait de ne pas être désorientée par la violence et la rapidité de l'attaque, dont elle fut peut être la première surprise. Celles-ci démontraient que, glissé aux mains d'une fraction opportuniste (c'est à dire exprimant politiquement d'AUTRES CLASSES que le prolétariat), le pouvoir d'Etat était surtout le pouvoir redoutable d'accélérer à un rythme foudroyant de synchroniser, d'universaliser les lents processus d'involutions idéologique et politique qui résultent toujours des défaites dans la bataille sociale, et de leur imprimer partout dans le monde le même cachet uniforme ignoble. Cela prouvait du même coup que la seule " particularisation " qu'il eût été légitime de faire aller exactement à l'inverse de celles des adversaires de la Gauche italienne : la présence d'un pouvoir d'Etat dans le camp politique du prolétariat

n'AFFAIBLISSAIT pas, mais RENFORCAIT la nécessité pour le mouvement communiste international d'être ferme dans les principes et attaché à une continuité rigoureuse dans la tactique.

Toute la tradition politique de Perrone le portait donc, après 1927, à poser la question-clé, dont jamais Trotsky ni ses épigones ne parvinrent à comprendre que c'était la seule qui décidât s'il fallait ou non inclure la "défense de l'U. R.S.S." dans la stratégie marxiste :

CONSIDEREE COMME FORCE POLITIQUE MONDIALE, LE POUVOIR SOVIETIQUE EST-IL UN ALLIE OU UN ADVERSAIRE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE ?

La réponse qu'il donnait à cette question découlait directement de l'appréciation bolchevique de la FONCTION DE CLASSE DE l'opportunisme que la Gauche italienne avait " généralisée " à l'opportunisme nouveau, à l'opportunisme " communiste " :

EN DISPERSANT LE COURANT REVOLUTIONNAIRE DE L'INTERNATIONALE ET EN S'APPUYANT SUR LES COURANTS CONCILIATEURS, LE POUVOIR SOVIETIQUE A TRAVAILLE A LA DESTRUCTION DE L'INTERNATIONALE ET S'EST RANGE, PARMI LES FORCES DE LA CONSERVATION CAPITALISTE. IL EST DEvenu UN OBSTACLE A LA REVOLUTION SOCIALISTE ET PROLETARIENNE.

Cette réponse devait se vérifier totalement avec la défaite allemande 1933, où Hitler vint au pouvoir avec la complicité de Staline et du stalinisme allemand - l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N.", caverne des brigands impérialistes" - son intégration aux grands blocs militaires de guerre, sa participation aux traités de paix impérialistes de l'après-guerre. Quand à l'opportunisme communiste, il devait faire la même fin honteuse que son devancier social-démocrate devant l'épreuve historique suprême de la guerre : au nom de l'anti-fascisme, au nom de la défense de l'URSS, il jetait la classe ouvrière de tous les pays dans une lutte qui ne servait que la grande puissance politique et sociale du Capital

En 1939, de TOUS les groupes d'opposition au stalinisme, SEULE la Gauche communiste italienne et une petite fraction belge ralliée en 1936 au feu des événements d'Espagne restaient debout sur la brèche de l'internationalisme.

Douze ans plus tôt, Ottorino Perrone avait affirmé que le désastre subi par le communisme, seule antithèse de l'impérialisme, ouvrait un cours de guerre. N'eut été la bêtise qui triomphait alors dans la pensée sociale, les militants d'opposition auraient pu aisément comprendre que, placé devant la redoutable coalition du capitalisme, du nouvel opportunisme "communiste" et de l'ancien opportuniste socialiste, le prolétariat n'aurait pas la force de se relever de ses défaites pour s'opposer à temps à l'éclatement du second conflit mondial, prévu dès 1919 dans l'alternative marxiste. Mais les généralisations les plus indispensables étaient alors traitées par le sarcasme. De la moindre bataille locale, on attendait un renversement du rapport mondial des forces de classe. En pleine marche vers la guerre, dans laquelle les différents prolétariats devaient s'entredéchirer de façon si atroce, certains fondaient une..... quatrième Internationale. Seuls étrangers à cette folie collective, Perrone et son groupe prêchaient inlassablement dans le désert qu'avant de penser à reconstruire, il fallait commencer par faire modestement le bilan. BILAN, tel était au reste le titre de la revue de son groupe. Dès 1939, le "bilan" était historiquement clos, avec la trahison de guerre de TOUS les courants politiques contre lesquels il avait lutté.

Reste encore à le digérer....Aucun des hommes qui ont vécu cette époque avec la vision d'une des traditions équivoques alors dominantes n'en est plus capable aujourd'hui. C'est l'affaire des générations ultérieures. Prématurément usé par sa lutte ardente au plus fort de la débâcle, Perrone n'aura malheureusement eu le temps de connaître que quelques rares précurseurs de la grande rescousse de demain. Dans sa grande modestie, il n'avait jamais prétendu être autre chose que le mainteneur d'une tradition à laquelle il était attaché parce que c'était la seule qui s'était montrée capable d'affronter l'opportunisme "communiste" sur une plate-forme communiste. Si les jeunes marxistes d'aujourd'hui et de demain comprennent que la grande leçon qu'il nous a ainsi donnée est aussi la seule leçon de force, que la fonction du militant, même le plus doué, est non pas d'"innover" ou pis de "réviser" mais de continuer un courant qui n'a traversé victorieusement plus de cent ans d'histoire que grâce aux ORTHODOXES alors le pont qu'il a établi entre eux et le passé pourra lancer demain une nouvelle arche agile vers l'avenir.

CHILLEMI

Quelques jours avant Ottorino Perrone disparaissait à Bruxelles un autre internationaliste, le messinois CHILLEMI. Militant dans le P.C. d'Italie depuis sa fondation, il avait suivi la gauche communiste dans toute sa difficile lutte avec un enthousiasme juvénile et une fidélité inébranlable à la tradition révolutionnaire.

C'est un bel exemple pour les jeunes marxistes appelés à continuer l'oeuvre, d'autant plus féconde qu'elle fût plus obscure, de la grande génération qui, dans le premier après-guerre, se regroupa autour de l'internationalisme révolutionnaire et qui est restée jusqu'au bout sans jamais plier.

ERRATA.-

Page 89, ligne 10 : lire "révolutions" au lieu de "révolutionnaires"

Page 11, ligne 21 : lire "ces questions" au lieu de "des questions".